

Vulnérabilité à la pauvreté au Niger

*BOUKAR K. Abatcha, Consultant national
DANGANA Alio, INS Niger*

Sous la direction de M. Abdou ABDALLAH, Consultant international (BCEOM, a.abdou@wanadoo.fr)

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Etablissement Public à caractère Administratif

Direction Générale : 182, Rue de la SIRBA BP : 13 416 Niamey - Niger

*Téléphone : (227) 20 72 35 60 - Fax : (227) 20 72 21 74 Email : ins@ins.ne NIF : 9617/R
<http://www.ins.ne>, <http://www.stat-niger.org>*



*Avec le soutien de
l'Union Européenne*

Décembre 2006

TABLE DES MATIERES

RESUME	iii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I: IDENTIFICATION DES RISQUES ET DES FACTEURS DE RISQUES AU NIGER	3
1.1. Les différents aspects de la vulnérabilité au Niger.....	3
1.2. Les facteurs de chocs et de risques de vulnérabilité à la pauvreté	6
1.2.1. Les risques et chocs naturels	6
1.2.1.1 Sécheresse/désertification	6
1.2.1.2. Invasion acridienne	9
1.2.1.3. Insuffisance de la pluviométrie.....	9
1.2.1.4. Inondation	10
1.2.2. Les risques et chocs économiques.....	10
1.2.2.1. Récession économique.....	10
1.2.2.2. Inflation	11
1.2.2.3. Chômage.....	11
1.2.3. Les risques et chocs socio-démographiques.....	11
CHAPITRE II: PROFIL DE LA PAUVRETE ET DE LA VULNERABILITE	13
2.1. Pauvreté monétaire, Perceptions de la pauvreté et Vulnérabilité alimentaire, et mesure de la Vulnérabilité à la pauvreté.....	13
2.1.1. Quelques aspects multidimensionnels de la vulnérabilité à la pauvreté au Niger..	13
2.1.2. Mesure de la vulnérabilité à la pauvreté.....	16
2.2. Typologie de vulnérabilité à la pauvreté au Niger	18
2.3 Pauvreté et vulnérabilité selon les milieux de résidence	22
2.4. Pauvreté et vulnérabilité selon le niveau d'éducation du chef de ménage	22
2.5. Employeur du travail principal et vulnérabilité à la pauvreté	23
2.6. Pauvreté et vulnérabilité selon le niveau d'éducation du chef de ménage	24
2.7. Statut matrimonial du chef de ménage et vulnérabilité à la pauvreté	25
CHAPITRE III : DETERMINANTS DE LA PAUVRETE DURABLE ET DE LA PAUVRETE TRANSITOIRE AU NIGER	27
3.1. Présentation des modèles.....	27
3.2. Chaîne des risques et chocs	29
3.2.1. Facteurs naturels et vulnérabilité à la pauvreté	29
3.2.2. Facteurs économiques et vulnérabilité à la pauvreté.....	29
3.2.3. Faible accès aux ressources productives et vulnérabilité à la pauvreté.....	31
3.2.4. Capital humain et vulnérabilité à la pauvreté	32
3.2.5. Cycle de vie	32
3.2.6. Capital social et vulnérabilité à la pauvreté.....	32
3.3.7. Risques socio-politiques et vulnérabilité à la pauvreté	33
3.3. Vulnérabilité à la pauvreté et milieu de résidence	33
3.3.1. Milieu rural et vulnérabilité.....	33
3.3.2. Autres milieux urbains et vulnérabilité à la pauvreté.....	34
3.3.3. Vivre à Niamey et vulnérabilité à la pauvreté.....	35

CHAPITRE IV : IDENTIFICATION DES GROUPES VULNERABLES AU NIGER..	36
4.1. Les vulnérables à la pauvreté durable	36
4.2. Les vulnérables à la pauvreté transitoire	38
4.3. Les non pauvres vulnérables et précaires et les non vulnérables	38
CHAPITRE V : PROPOSITIONS POUR UNE REDUCTION DE LA	
VULNERABILITE à la PAUVRETE AU NIGER	40
5.1. La vulnérabilité à la pauvreté et l'urgence d'y faire face.....	40
5.2. Recommandations	43
BIBLIOGRAPHIE	45
ANNEXE: Modèle de recherche de déterminants de la pauvreté durable et	
transitoire:.....	46

RESUME

Le présent rapport constitue une des premières contributions à l'analyse de la vulnérabilité à la pauvreté au Niger, basée sur les données du QUIBB.

L'approche analytique adoptée constitue donc un défi eu égard à la qualité et la quantité de l'information disponible sur la base du QUIBB. Elle devra susciter des sérieuses réflexions sur les besoins d'informations et d'analyses à satisfaire dans le futur, par le système statistique national. En retour, elle apporte de sérieuses pistes de réflexions sur les facteurs explicatifs de la pauvreté et l'importance des dimensions et variables qui interagissent sur la vulnérabilité à la pauvreté au Niger. Cette approche analytique apporte de ce fait, des éléments d'analyses qui servirait à la formulation des stratégies pertinentes pour une réduction significative et durable de la pauvreté.

Il ressort du traitement des résultats de l'enquête QUIBB, qu'au niveau national, les pauvres, toutes catégories confondues représentent 62,1% de la population. Il s'agit d'une pauvreté essentiellement rurale, avec une incidence de 65,7% et une contribution à la pauvreté nationale de 88,1%. Il s'agit aussi d'un état de pauvreté structurelle et conjoncturelle consécutive à la sécheresse et l'invasion acridienne de 2004/2005, et de la crise alimentaire consécutive qui s'en est suivie. Ce qui ne fait que confirmer la forte vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et révéler la permanence de la problématique de la vulnérabilité à la pauvreté.

Au total, le traitement des données de l'enquête QUIBB a permis d'estimer les personnes vulnérables à 87,5% de la population, les non vulnérables ne représentant que 12,5%, uniquement composés d'individus non pauvres et non vulnérables.

On distingue cinq catégories de pauvres selon leur degré de vulnérabilité : les pauvres durables, les pauvres transitoires, les non pauvres vulnérables et précaires, les non pauvres vulnérables et les non pauvres et non vulnérables.

Les pauvres durables représentent 42,5% de la population et les pauvres transitoires 19,6%. La frange la plus importante de la population nigérienne est donc constituée des pauvres durables.

Au niveau des non pauvres, les résultats indiquent qu'il y a 19,0% de non pauvres vulnérables et précaires, c'est dire qu'ils sont susceptibles de basculer en cas de chocs, vers la pauvreté durable. 6,4% des individus sont non pauvres mais vulnérables à la pauvreté transitoire.

Par rapport à la vulnérabilité, tous les pauvres durables (42,5% des individus) sont d'office des personnes vulnérables. Elles le sont parce qu'étant en difficulté, en proie à presque tous les chocs pouvant affecter négativement les conditions de vie. Leur situation peut ainsi se dégrader davantage. Cette catégorie de pauvres est celle qui n'arrive pas à saisir et à profiter des opportunités d'amélioration de leur situation. C'est à elle que des assistances soutenues doivent être apportées, par exemple sous forme de filet de sécurité. L'incidence de la pauvreté durable est plus forte en milieu rural (45,7 %) mais reste aussi élevé dans les autres milieux urbains (31,5%)

et à Niamey (18,8%). Ces pauvres durables résident à plus de 89,5% en milieu rural, contre 7,5% dans les autres milieux urbains et 3,0% à Niamey.

Les pauvres transitoires représentent 19,6%. Les gens qui sont en situation de pauvreté transitoire sont aussi vulnérables à un degré moindre par rapport à la catégorie des pauvres durables. Cependant, un choc sévère peut les précipiter vers la pauvreté. Cependant, les pauvres transitoires ont une chance de se sortir de leur situation de précarité et rejoindre la catégorie des non pauvres, si les conditions sont réunies. Les pauvres transitoires résident aussi en grande majorité dans le milieu rural (84,8%)

Les non pauvres en situation de précarité (19,0%) et les non pauvres vulnérables (6,4%) et sont aussi en situation délicate dans la mesure où un choc violent peut les rendre pauvres. C'est pourquoi, des mesures devant les perdre de faire face, d'atténuer ou de prévenir ce type de chocs, sont indispensables pour leur éviter une situation de pauvreté. Mieux, on pourrait les rendre non vulnérables si des politiques adéquates sont mises en œuvre. Ces deux groupes de non pauvres vulnérables sont aussi concentrés en milieu rural (75,6%) mais se répartissent dans des proportions appréciables et presque équivalentes à Niamey (10,7%) et dans les autres milieux urbains (11,7 %).

Il faut toutefois observer que les non pauvres vulnérables et précaires sont proportionnellement plus présents à Niamey (33,1%) que dans les autres milieux urbains (23,4%) et le rural (17,3%). Ces proportions importantes de non pauvres vulnérables et précaires à Niamey et dans les autres milieux urbains, s'expliquent par le fait que c'est surtout dans ces milieux que l'on rencontre le plus de travailleurs précaires, les petits métiers et autres travailleurs sans sources de revenus fixes. C'est donc dans ces milieux urbains qu'il faut lutter contre la précarité des emplois et des sources des revenus.

INTRODUCTION

Le Niger, à l'instar de certains pays africains, est confronté à d'innombrables contraintes naturelles, notamment la désertification, l'ensablement des lits des cours d'eau, les érosions (Hydrique et Eolienne), ainsi qu'à certaines catastrophes ou difficultés telles les invasions des prédateurs des végétaux, les famines et les épidémies (méningites, rougeole, choléra, etc.). A cela s'ajoute une forte pression démographique qui a pour corollaire une surexploitation des ressources ligneuses et des pâturages accentuant ainsi le processus de désertification.

Pour faire face à ce défi naturel et améliorer les conditions de vie des populations, le Niger a, pendant plusieurs années, élaboré et mis en œuvre de nombreux programmes de réformes économiques et de développement. Cependant, certaines interventions n'ont pas livré les résultats escomptés en raison des faiblesses et de l'éparpillement des différents systèmes d'évaluation dans les départements sectoriels, au niveau régional et au sein des structures parapubliques et privées.

En outre, les données issues des enquêtes socioéconomiques et socio-démographiques réalisées au cours de ces dernières années auprès des ménages, quoique très riches en enseignements n'ont pas été analysés suffisamment pour aborder de façon spécifique certains aspects de la pauvreté en l'occurrence la vulnérabilité (risques) à la pauvreté dans toutes ses dimensions. En effet, être pauvre ne signifie pas seulement avoir un faible niveau de consommation, d'éducation et de santé comme le démontre amplement l'analyse descriptive de pauvreté, mais c'est aussi avoir peur du lendemain : redouter une crise à tout moment, sans savoir si l'on pourra y faire face.

La présente étude « vulnérabilité à la pauvreté » a donc pour objet de combler ce vide. Elle constitue l'une des cinq (5) études thématiques initiées par le Projet de Renforcement du Système Statistique National (PRSSN), en vue de creuser plus en profondeur le phénomène de la pauvreté décrit à partir des données de l'enquête sur le Questionnaire Unifié des Indicateurs de Bien être de Base (QUIBB) réalisée en 2005.

La vulnérabilité des ménages /ou des individus est une approche complémentaire qui pourrait contribuer à la révision du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.

Dans le cas du Niger, les interrogations les plus essentielles en matière de vulnérabilité à la pauvreté sont :

- quelle nouvelle approche pour la vulnérabilité à la pauvreté dans ses aspects multidimensionnels ?
- quelles sont les sources de vulnérabilité à la pauvreté au Niger ?
- qui sont les groupes vulnérables à la pauvreté au Niger ?
- la fréquence des chocs et Incidence de pauvreté par rapport au choc;
- les chocs sont-ils pour les pauvres et/ou les non-pauvres ?
- les chocs et leurs impacts sur le bien-être ?
- la vulnérabilité et la pauvreté sont-elles structurelles ou transitoires ?

La diminution voire l'élimination de cette vulnérabilité est donc à la fois un objectif et un moyen du développement dans un cadre d'analyse de gestion du risque social. De ce fait, il faut :

- passer d'une approche rétrospective à une approche tournée vers l'avenir et le long terme dans la lutte contre la pauvreté ; celle-ci n'étant pas statique, mais dynamique (influencée par les chocs et la disponibilité d'instruments de gestion du risque). Une vision de la pauvreté qui se contenterait d'une approche rétrospective ne tiendrait compte ni des personnes qui sont périodiquement pauvres ni des effets des risques sur les pauvres actuels.
- prendre en compte les multiples sources de risque ainsi que leurs caractéristiques (tels que les risques idiosyncrasiques et covariants) afin de faire face à la vulnérabilité ;
- utiliser de multiples stratégies (prévention, atténuation, réaction) et dispositifs (informels, basés sur le marché, secteur public) afin de traiter le risque ;
- tenter d'assortir la multitude de pourvoyeurs d'instruments de gestion du risque existants (tels que les ménages, communautés, ONGs, et gouvernements) avec leurs principaux groupes demandeurs (personnes travaillant dans les secteurs de l'économie formelle, informelle urbaine et informelle rurale).

Cette étude vise alors à :

- ♦ préciser le concept de vulnérabilité et l'identification des groupes vulnérables ;
- ♦ déterminer le profil des groupes et mécanismes d'adaptation ;
- ♦ appréhender les stratégies de réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité au Niger.

CHAPITRE I: IDENTIFICATION DES RISQUES ET DES FACTEURS DE RISQUES AU NIGER

1.1. Les différents aspects de la vulnérabilité au Niger

Pour contourner les difficultés certains ont d'appréhender la vulnérabilité à travers la dynamique et la dispersion des revenus et de la consommation, même d'autres types de variables comme l'état de santé, le poids, la propriété, etc. Cela est surtout réalisé grâce aux données de panel. En effet, les données de panel permettent de suivre les mêmes ménages et d'établir le rapport entre, d'une part, leurs schémas de consommation et de revenus et, d'autre part, l'évolution de certaines caractéristiques telles que la démographie, les flux migratoires, la situation du marché du travail, la propriété de biens durables et l'état de santé et d'éducation. Le bien-être et la dispersion des revenus des ménages peuvent ainsi faire l'objet d'un suivi. Les données permettent à l'analyste de déterminer les facteurs sous-jacents de la mobilité et d'estimer les changements au niveau individuel.

A défaut de ces types de données de panel, les données de quasi-panel. En effet, au cours de certaines enquêtes il est demandé aux ménages de se rappeler leurs données de revenu et de consommation pour des périodes antérieures. Par ailleurs, les informations qualitatives peuvent compléter l'image en permettant d'analyser certains aspects importants de la vulnérabilité comme la participation des ménages à des réseaux informels, les schémas de variation des revenus et de la consommation des ménages, l'opinion des personnes à propos de leur vulnérabilité et de ses déterminants, et diverses stratégies mises en place par les ménages pour réduire leur vulnérabilité (vente d'actifs de production, diversification des sources de revenus pour réduire les risques de changement, adaptation des consommations à de moindres revenus, ou le fait de trouver de nouveaux moyens d'accroître les revenus.

A noter aussi que même lorsque des composantes de quasi-panel ne sont pas disponibles, il peut être possible d'élaborer des mesures de la vulnérabilité des ménages en se fondant sur la dispersion au sein des communautés ou d'autres sous-groupes, ou encore sur des informations externes portant sur le cycle saisonnier des prix et de la production.

La prise en compte de la vulnérabilité revêt une importance majeure dans l'analyse de la pauvreté et de ses dynamiques. Généralement comprise comme la probabilité de voir son niveau de bien-être se dégrader à la suite d'un choc, la vulnérabilité rend compte des pressions extérieures auxquelles les personnes sont soumises. Cependant ces dernières ne sont pas toujours complètement démunies de toute capacité de réaction.

Afin de saisir les facteurs ayant une influence sur la vulnérabilité et la résilience des ménages, il faut chercher à comprendre l'impact de certaines capacités sur la pauvreté et les transitions de pauvreté à la suite d'un choc. En mettant en évidence les variables protégeant les ménages d'entrer dans la pauvreté et les variables favorisant la sortie de pauvreté, on peut avoir une idée plus précise des variables favorisant la vulnérabilité des ménages.

Les capacités représentent le pouvoir d'action des individus. Les capacités - caractéristiques personnelles et opportunités sociales - qui sont par nature exogènes, déterminent dans quelle mesure l'individu peut réaliser ses potentialités, c'est-à-dire mobiliser son capital ou toutes autres formes d'acquis, en développant des stratégies de gestion des risques et d'accumulation.

Au Niger, comme dans presque tous les pays, la pauvreté est un phénomène multidimensionnel et complexe. D'après l'état des lieux actuel (profil de pauvreté au Niger, notamment), elle peut être considérée comme la détérioration du pouvoir d'achat et des conditions de vie des populations résultant principalement de :

- l'absence de croissance économique due au déséquilibre structurel permanent entre la croissance moyenne faible du PIB et celle de la population ;
- l'absence du développement des secteurs et des facteurs productifs, notamment le blocage du développement rural qui tient lieu de secteur moteur de l'économie, la dégradation des ressources naturelles, la modicité et le recul du crédit à l'économie ;
- le faible accès de la majorité de la population aux services sociaux de base ;
- des faiblesses des capacités humaines et institutionnelles et des capacités de gouvernance (ces faiblesses étant beaucoup plus importantes à la base au niveau des communautés locales rurales et urbaines).

La pauvreté se traduit aussi par l'absence de revenu adéquat (pauvreté monétaire) pour faire face aux besoins fondamentaux minimaux en matière de nutrition, de sécurité alimentaire, de santé, d'éducation et de l'accès aux infrastructures de base et par un manque d'opportunités de participer à la vie sociale et économique.

La vulnérabilité est un aspect important du bien-être, car le risque de grands changements dans les revenus peuvent faire contraindre les ménages et à réduire leurs investissements en actifs productifs (lorsque les ménages doivent détenir des réserves de liquidités) et en capital humain. Un risque élevé peut aussi forcer les ménages à diversifier leurs sources de revenu, éventuellement au prix d'un rendement inférieur.

La vulnérabilité peut influencer le comportement des ménages et leurs stratégies d'adaptation ; elle constitue dès lors un élément important à prendre en compte dans les politiques de réduction de la pauvreté. La crainte des conditions climatiques défavorables et la menace d'être expulsés des terres qu'ils cultivent peut dissuader les ménages d'investir dans des cultures plus risquées mais plus productives et affecter ainsi leur capacité à générer des revenus.

Selon les enquêtes et études menées, plusieurs groupes socio-économiques sont très vulnérables au Niger. Il s'agit entre autres : des femmes chefs de ménages ou des femmes sans ressources ; des enfants en situation difficile ; des personnes handicapées ; des personnes âgées ; des sans emplois et les exclus du système scolaire. La vulnérabilité est dynamique et se manifeste au Niger surtout du fait de la précarité de certains facteurs comme les ressources naturelles, la disponibilité alimentaire, la santé, l'éducation et les rapports sociaux, etc. L'analyse de la vulnérabilité s'intéressera aux aspects du développement rural, la sécurité alimentaire et la population.

La multiplication du nombre de bouches à nourrir, les sécheresses successives, les mauvaises récoltes, la dégradation du potentiel productif, l'enclavement, le recul sensible de la solidarité et de l'entraide, la faiblesse du capital et des revenus, l'exode ont constitué les traits saillants des causes de la pauvreté évoquées par les populations lors de l'enquête qualitative réalisée en juin 2001.

En effet, la poussée démographique a été retenue par les populations comme étant un facteur contribuant à la paupérisation des communautés rurales.

A ce niveau, il faut retenir que la toile de fonds des débats se résume à la corrélation qu'ils font entre la taille de la population et la ressource-terre car l'incidence de la pression démographique sur le capital terre est une réalité en milieu rural.

Pour les populations, les sécheresses endémiques, les mauvaises récoltes, les attaques des acridiens et les parasites sont des contraintes majeures qui compromettent les conditions de vie déjà difficiles des populations rurales.

Quant aux mauvaises récoltes, les dégâts des espèces acridiennes, parasites et ennemis de cultures, ils plongent et précipitent, les paysans dans un état de dénuement, étant donné qu'en des pareilles circonstances, ils consacrent toutes leurs ressources pour faire face à la situation de crise.

Le potentiel productif dégradé est cause de pauvreté généralisée (la dégradation du potentiel productif, en milieu rural, ramifie davantage la pauvreté), cette cause a été fortement soutenue par les populations. Ceux qui ont défendu cet argument, pensent que la dégradation des sols, avec son corollaire de baisse de rendements agropastoraux, est la clé de voûte de la pauvreté

L'isolement ou l'enclavement des villages demeure un obstacle compromettant le développement des opportunités et initiatives au village, limitant considérablement l'accès des populations rurales aux services sociaux (Encadrement au développement, Santé, Education, ...).

La rareté de l'emploi rémunérateur précisément en milieu, travaux de haute intensité de main d'œuvre, en milieu rural et l'absence d'opportunités de formations pratiques et professionnelles ont été considérées comme des goulots d'étranglement, réduisant les chances aux démunis à s'en sortir.

L'insuffisance du capital et des revenus empêche les plus démunis, les plus touchés de se relever.

Dans le monde rural, on fait face à des contraintes climatiques drastiques, à la forte pression démographique et à la baisse de la fertilité des sols ainsi qu'aux difficultés d'accès aux intrants et aux équipements ruraux. Pour y remédier, les populations procèdent à un agrandissement des surfaces cultivées, à une remontée des cultures vers les terres « marginales » du Nord et à une diminution des espaces pastoraux. De même, la dégradation des ressources naturelles (l'eau, la terre, le pâturage, la forêt) a fortement contribué à accroître la vulnérabilité des populations. En effet, tous ces facteurs ont conduit à une situation quasi-généralisée d'appauvrissement du capital

terre, de diminution ou de disparition de jachère, de surexploitation des ressources ligneuses et de surpâturage accentuant ainsi le processus de désertification.

Au Niger, la sécurité alimentaire est appréhendée dans ses trois dimensions : la disponibilité des produits alimentaires en quantité et en qualité (production, importation) ; la stabilité de l'offre (gestion des aides, évolution des prix) ; L'accessibilité aux plans physique (stockage, transport, désenclavement) et financier (niveau des revenus). Compte tenu de la nécessité de disposer d'une alimentation saine et équilibrée, la dimension nutritionnelle est associée à la sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire constitue une préoccupation constante comme en témoignent les déficits céréaliers enregistrés sur de longues années de façon récurrente, même si la production agricole a connu une augmentation globale sur les dix dernières années (1990 à 1999). En effet, compte tenu de la forte croissance démographique, la production alimentaire reste en deçà des besoins réels de consommation. Cette situation entraîne, surtout en milieu rural, une dépendance alimentaire, d'où, le recours fréquent à l'aide extérieure en cas d'urgence ou de menace de famine.

Le taux d'accroissement reste le plus élevé du monde. Cette évolution rapide de la population nigérienne est surtout due au taux de fécondité élevé. En effet il est de 7,5 enfants par femme en 1998. Les niveaux de mortalité infantile, infanto-juvénile et maternelle restent encore élevés malgré les progrès importants réalisés dans le domaine sanitaire. Cette évolution rapide de la population, a créé de nouveaux besoins qu'il faut prendre en compte alors que la production et la richesse nationales ne suivent pas mais tendent à diminuer au point où la pauvreté s'est généralisée.

1.2. Les facteurs de chocs et de risques de vulnérabilité à la pauvreté

La vulnérabilité à la pauvreté des ménages peut venir de plusieurs facteurs. Si ces risques se concrétisent, c'est-à-dire s'ils deviennent des "chocs", ils peuvent générer des effets laissant les ménages plus vulnérables qu'auparavant, et moins armés pour gérer les risques futurs. Que cela se produise ou non dépend des biens des ménages, des risques auxquels ils sont confrontés, des caractéristiques de ces risques une fois qu'ils se concrétisent, et des réponses des ménages à ces défis. La recherche de la réduction de la vulnérabilité implique donc de comprendre les risques et l'exposition au risque, les effets susceptibles d'être générés par les chocs, et les moyens les plus efficaces pour gérer les risques.

1.2.1. Les risques et chocs naturels

1.2.1.1 Sécheresse/désertification

La sécheresse et la désertification constituent, depuis des années, des menaces graves qui pèsent sur les conditions de vie des Nigériens. En effet, leurs effets se font sentir aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain et se traduisent par l'érosion des sols, le retrait ou l'assèchement des marres et autres points d'eaux. Pour faire face et maintenir leur niveau de vie, les populations développent des stratégies qui accentuent, quelquefois, la désertification. En effet, les cultivateurs, par exemple,

face à la réduction de leur surface cultivable et à la baisse de la productivité des sols, essaient de maintenir ou accroître leur niveau de production en agrandissant leurs champs ou en cherchant d'autres champs. Cela passe le plus souvent par les déforestations. Il fallait, en effet, couper et brûler les arbres se trouvant sur les superficies cultivables pour exploiter celles-ci. On a assisté ainsi, dans pratiquement toutes les régions du Niger à une surexploitation des forêts et même un déboisement pour nécessité d'extension des champs. De plus, la recherche de bois de chauffe contribue à accélérer le processus de déboisement. Les deux actions cumulées sont dévastatrices des arbres et des forêts au Niger. Il en résulte, comme conséquence, une accélération de la désertification et une intensification de la sécheresse. Les sols s'érodent de plus en plus et deviennent pauvres et improductifs ; ce qui explique la faiblesse de leur fertilité.

En milieu rural, les personnes font face à d'innombrables problèmes qui dégradent considérablement leurs conditions de vie et d'existence.

Au Niger, les agriculteurs et les éleveurs, en particulier, subissent les contraintes climatiques drastiques, la forte pression démographique et la baisse de la fertilité des sols ainsi que les difficultés d'accès aux intrants et aux équipements ruraux. Cela a conduit à une augmentation des surfaces cultivées, à une remontée des cultures vers les terres « marginales » du Nord et une diminution des espaces pastoraux. De même, la dégradation des ressources naturelles (l'eau, la terre, le pâturage, la forêt) a fortement contribué à accroître la vulnérabilité des populations. En effet, tous ces facteurs ont conduit à une situation quasi généralisée d'appauvrissement du capital terre, de diminution ou de disparition de jachère, de surexploitation des ressources ligneuses et de surpâturage accentuant ainsi le processus de désertification.

L'élevage est soumis aux contraintes naturelles comme les sécheresses successives qui déciment le cheptel, la disparition ou la diminution d'aires de pâturage, etc. qui se traduisent par une baisse importante de sa part dans le PIB. En outre, la pression démographique sur les terres entraîne l'amenuisement des aires de pâturage et parfois le rétrécissement voire la disparition des couloirs de passage pour les animaux. Il en résulte à ce niveau une réduction de la production végétale fourragère alors que parallèlement, le cheptel croît.

La sécurité alimentaire constitue une préoccupation constante comme en témoigne les déficits céréaliers enregistrés sur de longues années de façon récurrente. En effet, compte tenu de la forte croissance démographique, la production alimentaire reste en deçà des besoins réels de consommation. Cette situation entraîne, surtout en milieu rural, une dépendance alimentaire, d'où, le recours fréquent à l'aide extérieure en cas d'urgence ou de menace de famine.

De la faiblesse de la fertilité des sols et donc de leur faible productivité, résulte celle de la production globale des paysans cultivateurs. Ces derniers deviennent de plus en plus incapables d'assurer l'alimentation de leurs familles. Celles-ci se confrontent à la malnutrition car elles ne peuvent assurer la nutrition correcte journalière de tous les membres, et en particulier, celle des enfants. Il arrive d'ailleurs que la plupart des régions du pays connaissent la famine et la malnutrition. En somme, la sécheresse et la désertification sont sources d'insécurité alimentaire.

Les maladies frappent les enfants, en particulier, du fait de leur faible capacité de résistance liée à la malnutrition. Les maladies diarrhéiques sont fréquentes ainsi que le choléra.

Avec la sécheresse et la désertification, beaucoup de marres qui, jadis, sont remplies d'eau une bonne partie de l'année voire toute l'année se dessèchent juste après les saisons de pluies. Ce dessèchement crée des difficultés d'abreuvement des animaux et même d'eau de toilette et de consommation pour les hommes, dans certains cas. Avant leur dessèchement, les marres deviennent troubles et les eaux qui ne se dessèchent pas complètement se retirent et deviennent également troubles et leurs eaux deviennent impropres à la consommation, à la cuisine et aux toilettes. Malheureusement, les populations, faute d'autres sources d'eau abondantes ou de moyens les utilisent et courent de grands risques sanitaires.

Par rapport à l'environnement, en plus des effets négatifs de la désertification, la pression démographique qui entraîne la déforestation par le défrichement de nouvelles terres de culture et les feux de brousse, les ressources cynégétiques sont sérieusement menacées dans un écosystème fragilisé.

Le cheptel des animaux, petits et gros ruminants, subit les contrecoups du dessèchement, du déboisement et de la déforestation liés à la sécheresse et à la désertification. En effet, la conjugaison de ces phénomènes entraîne la réduction des aires de pâturage. Ainsi, à la difficulté d'abreuvement s'ajoute la rareté voire l'inexistence des herbes qui constituent pour l'essentiel, les aliments pour bétail au Niger où on pratique l'élevage extensif avec la transhumance. C'est pourquoi, au cours des différentes périodes de grandes disettes qu'a connues le Niger, les cheptels ont payé un très lourd tribut. Ils ont, en effet, été décimés, dans pratiquement toutes les régions du pays, mais plus durement dans les zones arides et semi-arides du Nord et du Nord-Est. Les populations d'éleveurs ont perdu l'essentiel de leurs animaux.

Les conséquences de la famine, de la malnutrition et de la disparition des cheptels sont les migrations et l'exode rural. En effet, comme stratégie pour faire face à l'insuffisance des productions agricoles et à la perte des cheptels, les paysans agriculteurs et éleveurs quittent leur lieu de résidence pour chercher du travail et une vie meilleure ailleurs. Ils vont, en général, dans les grandes villes du pays, les villages des autres régions ou carrément dans un autre pays. Beaucoup abandonnent femmes et enfants pour une période qui peut être longue. Finalement ce sont ces derniers qui sont les véritables victimes de l'exode et des migrations dans la mesure où, le plus souvent, laissés à eux-mêmes, ils doivent se débrouiller pour survivre. Dans tous les cas, les femmes laissées dans ces conditions souffrent en supportant, elles seules, toutes leurs familles.

Au Niger, la sécurité alimentaire est appréhendée dans ses trois dimensions : la disponibilité des produits alimentaires en quantité et en qualité (production, importation) ; la stabilité de l'offre (gestion des aides, évolution des prix) ; l'accessibilité aux plans physique (stockage, transport, désenclavement) et financier (niveau des revenus). Compte tenu de la nécessité de disposer d'une alimentation saine et équilibrée, la dimension nutritionnelle est associée à la sécurité alimentaire.

La sécurité alimentaire constitue une préoccupation constante comme en témoigne les déficits céréaliers enregistrés sur de longues années de façon récurrente. En effet, compte tenu de la forte croissance démographique, la production alimentaire reste en deçà des besoins réels de consommation. Cette situation entraîne, surtout en milieu rural, une dépendance alimentaire, d'où, le recours fréquent à l'aide extérieure en cas d'urgence ou de menace de famine.

Au niveau des régions et du pays tout entier, l'une des conséquences directes de la désertification et de la sécheresse est la baisse progressive de la production agricole. Il en résulte des déficits céréaliers fréquents. Le Produit Intérieur Brut (PIB) peut diminuer d'année en année, si d'autres secteurs d'activités ne combleront pas la perte de la production liée à la baisse de la productivité agricole. Les autres conséquences sont la déforestation, le déboisement, la disparition des marres permanentes, le retrait de certains points d'eau, la dureté du climat.

1.2.1.2. Invasion acridienne

L'invasion acridienne est fréquente au Niger. Le pays, connaît des pertes de récoltes dues à ce fléau. On peut compter plusieurs cas d'invasion acridienne au cours des dernières décennies. Pratiquement chaque année, certaines localités sont victimes des ravages des criquets, même si dans bien des cas, on arrive à maîtriser la situation. Les paysans subissent, tout de même, une perte des récoltes.

En fait, les invasions acridiennes peuvent avoir des conséquences redoutables sur les conditions de vie des agriculteurs. Elles peuvent provoquer des pertes partielles ou totales des productions agricoles d'une ou de plusieurs localités, régions voire de l'ensemble du pays. Le Pays peut connaître ainsi des difficultés alimentation allant des déficits maîtrisables à des crises alimentaires et même à la famine. Dans tous les cas, de nombreux paysans agricoles subissent une baisse sinon une perte totale des revenus qu'ils tirent de leurs activités agricoles. De ce fait, les familles connaissent des difficultés plus ou moins prononcées d'alimentation pouvant aller à la malnutrition voire à la famine au niveau locale, régionale ou nationale. Les conséquences s'enchaînent jusqu'à affecter l'état sanitaire des populations, leurs capacités à se soigner et à mettre leurs enfants à l'école. Il en résulte ainsi la dégradation non seulement des conditions de vie et d'existence, mais aussi des niveaux d'éducation des enfants, ce qui compromet leur aptitude à se prendre en charge et à trouver un travail rémunérateur dans le futur.

1.2.1.3. Insuffisance de la pluviométrie

Résultant, en grande partie de l'hostilité du climat liée à la sécheresse et à la désertification, l'insuffisance de la pluviométrie et sa mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace sont une dure réalité au Niger. Le pays, connaît, en effet, depuis des décennies, une insuffisance pluviométrique le plus souvent localisée et quelques-fois généralisée. Cela conduit à des baisses et des pertes des récoltes. C'est ainsi que les agriculteurs font face des déficits céréaliers dans beaucoup de localités du Niger. Certains se voient dans l'incapacité totale d'assurer l'alimentation de leurs familles.

En fait, les conséquences de l'insuffisance de la pluviométrie sont, à bien des égards, similaires à celles des invasions acridiennes, avec son cortège de faible productivité, de malnutrition, de poche de famine, de migration, d'exode rural, de diminution des aires de pâturage et donc d'insécurité alimentaire.

1.2.1.4. Inondation

Les inondations surviennent à la suite des pluies diluviennes. C'est surtout en période d'excès de pluviométrie qu'elles sont fréquentes mais elles surviennent aussi en période de faible pluviométrie par de fortes pluies isolées ou plusieurs séquences de pluies en très peu de temps (deux ou trois jours de pluies). Phénomènes naturels par excellence, les inondations causent des dommages aux familles (destruction des maisons d'habitation et des biens, morts d'animaux et même des hommes), aux récoltes, aux routes, aux ponts, etc.

Le plus souvent, les inondations provoquent la perte des récoltes et compromettent ainsi l'autosuffisance alimentaire des familles, des régions voire du pays dans son ensemble. Elles sont, de ce fait, sources d'insécurité alimentaire et de famine.

1.2.2. Les risques et chocs économiques

1.2.2.1. Récession économique

La récession économique est une situation caractérisée par la baisse du Produit Intérieur Brut et donc par un taux de croissance économique négatif. En période de récession économique, on assiste à une baisse du revenu par habitant. Les activités économiques sont en baisse. Certaines entreprises sont contraintes de cesser leurs activités, d'autres les exercent au ralenti; ce qui conduit à un ralentissement des investissements, une diminution des embauches et de pertes d'emplois. Par conséquent le chômage apparaît ou s'accroît. Dans un pays comme le Niger, c'est l'oisiveté des jeunes qui s'installe, en particulier dans les grandes villes et les villes moyennes. En milieu rural, les conditions de vie des ménages deviennent tellement difficiles que beaucoup de personnes, notamment les hommes valides et les jeunes en particulier, quittent leurs villages chercher du travail en ville. Conséquences : De ce fait, les difficultés s'intensifient en milieu urbain.

La baisse d'activités et de revenus consécutive à la récession entraîne une malnutrition, surtout des enfants et une dégradation des conditions sanitaires et de scolarisation. En effet, avec le manque d'alimentation en quantité et en qualité, les individus sont mal nourris. Ils tombent malades fréquemment et faute de moyens, beaucoup de personnes malades n'arrivent pas à se soigner correctement ; d'où l'accroissement de la morbidité et de la mortalité. Certains enfants en âge de scolarisation restent à la maison ou sont livrés aux travaux pénibles. D'autres sont déscolarisés faute de paiement de frais de scolarisation. On assiste ainsi au développement du travail des enfants, une exploitation et une maltraitance des enfants, au phénomène d'enfants de la rue et d'enfants dans la rue.

Tous ces effets conjugués accentuent la précarité.

1.2.2.2. Inflation

L'inflation est un phénomène économique qui se manifeste par une hausse du niveau général des prix. L'élévation des prix des biens de consommations est directement ressentie par les populations. En effet, leur pouvoir d'achat baisse progressivement et de manière générale, le coût de la vie augmente.

Là aussi, du fait de l'inflation, on assiste impuissant à la baisse de la demande de la demande – baisse d'activité, d'emploi (hausse du chômage) – baisse de la production nationale, le Produit Intérieur Brut (PIB) baisse (avec un taux de croissance économique négatif), le pays peut connaître une récession.

1.2.2.3. Chômage

Le chômage est un mal qui mine dans la plupart des pays africains, dont le Niger. C'est un phénomène économique et social qui se caractérise par une insuffisance de l'offre d'emploi par rapport à la demande d'emploi. Aujourd'hui, au Niger, beaucoup de jeunes et de moins jeunes se trouvent sans emploi. Ils végètent, pour la plupart, dans l'oisiveté. Certains essaient de s'en sortir en s'adonnant à des activités du secteur informel, très souvent, peu rémunératrices.

Au Niger, le chômage est donc tel que beaucoup de personnes sont sans source de revenu et se trouvent dans des conditions de vie difficiles ou précaires. Pour y faire face, les individus quittent leurs villages à la recherche du travail ailleurs à l'étranger (émigration) ou dans d'autres régions du pays (exode). S'ils ne trouvent pas de travail, ces individus sont pris en charge, notamment dans les grandes villes du pays, par des parents et même amis qui sont généralement fonctionnaires ou commerçants. C'est surtout le cas des jeunes diplômés. Le chômage crée ainsi une dépendance des chômeurs vis-à-vis de leurs parents. Ceci peut être assimilé une forme de transfert de ressources, un transfert implicite. Lorsque qu'ils sont sans ou peu de ressources financières faute de travail, les individus se trouvent dans l'incapacité d'assurer l'alimentation correcte et régulière à leurs familles, la scolarisation de leurs enfants, les soins de santé. C'est là encore, une autre source de malnutrition, de persistance de la morbidité élevée, de faible scolarisation. L'oisiveté, la faible activité ou l'inactivité entraînent, dans bien de cas, la délinquance, notamment juvénile, le développement du banditisme, les vols sous toutes leurs formes, etc.

Du fait qu'il implique une insuffisance d'utilisation de toutes les ressources humaines disponibles dans le pays, le chômage peut entraîner, le plus souvent, une baisse de la production nationale, tout comme il peut en être la cause. Le chômage peut ainsi conduire à une récession économique dont les impacts sont multiples, comme vues précédemment. C'est là aussi un autre cercle vicieux.

1.2.3. Les risques et chocs socio-démographiques

La population du Niger se caractérise fondamentalement par son évolution rapide, sa structure jeune et sa répartition spatiale inégale. Les niveaux de mortalité infantile, infanto-juvénile et maternelle restent encore élevés malgré les progrès importants réalisés dans le domaine sanitaire. Cette évolution rapide de la population, a créé de

nouveaux besoins qu'il faut prendre en compte alors que la production et la richesse nationales ne suivent pas mais tendent à diminuer au point où la pauvreté s'est généralisée.

CHAPITRE II: PROFIL DE LA PAUVRETE ET DE LA VULNERABILITE

2.1. Pauvreté monétaire, Perceptions de la pauvreté et Vulnérabilité alimentaire, et mesure de la Vulnérabilité à la pauvreté

2.1.1. Quelques aspects multidimensionnels de la vulnérabilité à la pauvreté au Niger

Pour apprécier l'importance et la complexité de la mesure de la vulnérabilité à la pauvreté au Niger, il y a lieu de rappeler et confronter les mesures effectuées de pauvreté monétaire (2005), de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire (ECVAM, 2006)¹, et des perceptions de pauvreté telles que mesurées par le QUIBB (2005) et l'enquête sur la Satisfaction des besoins de base (DBSE, 2004)².

Encadré n°1: Mesures de pauvreté monétaire et de perception de la pauvreté

La pauvreté monétaire est mesurée à partir du QUIBB par un indicateur de niveau de vie basé sur les dépenses de consommation par tête, sur la base de deux seuils de pauvreté de **144.750 FCFA en milieu urbain**, **105.827 FCFA en milieu rural**. Ces seuils de pauvreté sont établis sur la base de la méthode des Apports Energétiques Alimentaires (AEA) de 2100 calories par personne et par jour.

La perception de la pauvreté est appréhendée par la variable P12 (module Perception du QUIBB), sur une échelle de valeur allant de 1 (niveau le plus bas) et 10 (haut niveau), le seuil de pauvreté étant fixé à 6;

- Pauvre en 2005 (P12b): individu qui ne dépasse pas le niveau 6;
- Pauvre en 2000 (P12a): individu qui ne dépasse pas le niveau 6;
- Pauvre chronique: individu pauvre en 2000 et en 2005;
- Vulnérable: Individu pauvre en 2005 et non pauvre en 2000, et vice versa;
- Non pauvre; Individu non pauvre en 2000 et en 2005.

Le Tableau n°1 ci-après, indique des situations contrastées entre pauvreté objective (62,1 %) et la pauvreté subjective appréhendée en 2005 (86,2%) ou dans une perspective dynamique en 2005/2000 (64,3% de pauvres durables et 27,7 % de non pauvres vulnérables), suivant le milieu de résidence. Toutefois celles-ci révèlent trois enseignements tirés du Tableau n°2:

- La pauvreté chronique (2000 à 2005) seraient d'au moins 42,2 %;
- Les non pauvres (2000 à 2005) seraient d'au moins 3,8 %;
- Et 54,0 % des individus subiraient des flux d'entrées/sorties de la pauvreté.

¹ INS – SAP - SIMA, Rapport préliminaire d'analyse des résultats, Juillet 2006 : Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages (mai 2006)

² INS, Profil de la pauvreté au Niger 2004, Application de la méthode de degré de satisfaction des besoins essentiels (DSBE), janvier 2006

Tableau n°1: Contribution et Incidence de la pauvreté monétaire, et Perception de la pauvreté de 200 à 2005, par milieu de résidence (% individus)

(en %)		Résidence principale			
		Niamey	Autres Villes	Rural	Ensemble
Répartition des individus	Pauvres	1,8	5,6	54,7	62,1
	Non pauvres	4,9	4,5	28,6	37,9
	Ensemble	6,7	10,1	83,2	100,0
Incidence de pauvreté		27,1	55,5	65,7	62,1
Perception de la pauvreté (2005)		86,0	87,5	86,1	86,2
Perception de la pauvreté (2005/2000)	Pauvres chroniques	74,0	65,3	63,3	64,3
	Vulnérables	16,5	27,5	28,2	27,3
	Non pauvres	9,1	7,1	8,5	8,4
	Non renseigné	0,4	0,0	0,0	0,0
	Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau n°2: Pauvreté monétaire et Perception de la pauvreté de 2000 à 2005 (% individus)

(en %)		Statut de pauvreté		
		Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Perception de la pauvreté (P12)	Pauvres chroniques	42,0	22,3	64,3
	Vulnérables	15,5	11,8	27,3
	Non pauvres	4,6	3,8	8,4
	Ensemble	62,1	37,9	100,0

Ces situations contrastées entre les pauvretés objective et subjective, telles que mesurées à partir des données du QUIBB (2005), se transposent en mettant en évidence les résultats des enquêtes sur la Satisfaction des besoins de base (DBSE, 2004) et sur la Vulnérabilité alimentaire (ECVAM, 2006)³, comme l'indique le graphique n°1 ci-après.

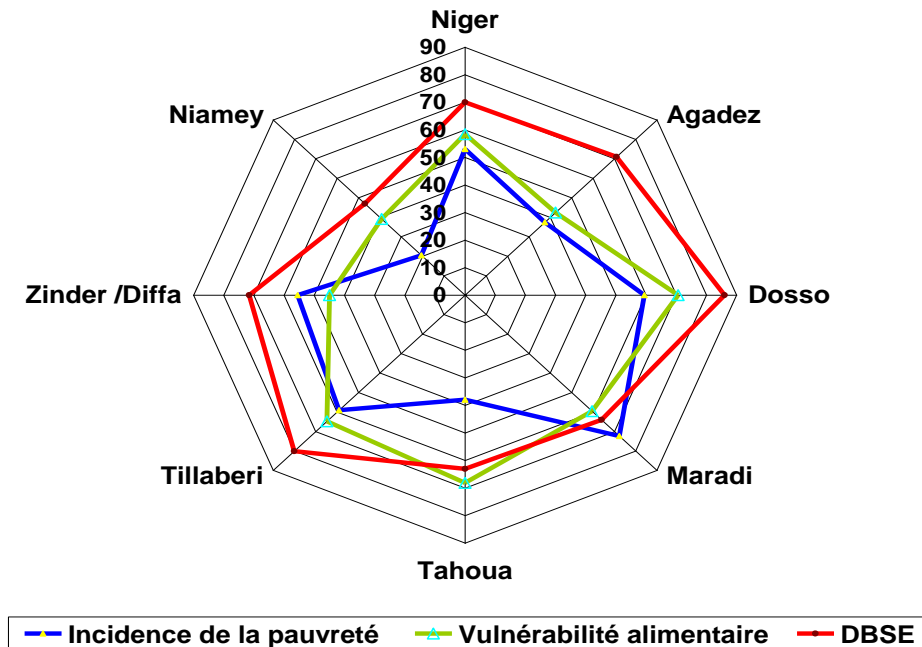
Ainsi trois enseignements supplémentaires peuvent être tirés au delà des divergences au niveau des méthodologies de collecte et des mesures:

- Les résultats du QUIBB doivent être analysés en tenant compte de la situation conjoncturelle marquée par une crise alimentaire qui a coïncidé avec la période de collecte des données, d'où le lien avec l'ECVAM;
- Comparativement à la pauvreté monétaire et à la vulnérabilité alimentaire, l'incidence de la pauvreté vue sous l'angle de la satisfaction des besoins essentiels (DBSE), reste plus élevée pour l'ensemble du pays et dans les régions, à l'exception de Tahoua et Maradi;
- De plus, dans les zones fortement touchées par la sécheresse et l'invasion acridienne (2004/2005), il a été enregistré des niveaux de malnutrition et de

³ Il faut rappeler que les enquêtes ECVAM sont exécutées annuellement depuis plus de 10 ans dans le cadre du Système d'Alerte Précoce (SAP) et du Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA)

mortalité supérieurs aux seuils internationaux auxquels la situation est qualifiée d'urgente;

Graphique n°1 : Incidence de pauvreté monétaire, Vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et Besoins de base non satisfaits (% des ménages)



Les situations contrastées entre la pauvreté monétaire, les perceptions de la pauvreté et la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, ne font que traduire le concept multidimensionnel et apportent les références indispensables pour définir et mesurer la vulnérabilité à la pauvreté au Niger. De plus, la nature multidimensionnelle de la vulnérabilité à la pauvreté est établie dans les diagnostics de situation établis antérieurement (SRP 2002) et qui font état de:

- Faible niveau d'éducation et état de santé précaire;
- Déséquilibre général dans les rapports sociaux de genre, entraînant une plus grande vulnérabilité des femmes ;
- Et des approches d'analyse de la vulnérabilité alimentaire qui convergent vers la problématique centrale de la vulnérabilité à la pauvreté: (i) Contraintes climatiques drastiques, Baisse de la fertilité des sols et Difficultés d'accès aux intrants et aux équipements ; (ii) Dégradation des ressources naturelles ; (ii) Précarité de certains facteurs la santé, l'éducation et les rapports sociaux, etc ; (iv) Absence de sécurité alimentaire ; (v) Croissance rapide de la population et poids démographique.

Toutefois, la mesure de la vulnérabilité à la pauvreté dans sa nature multidimensionnelle, pose comme pour le concept de pauvreté, des problèmes de mesure. De plus, La vulnérabilité et la pauvreté sont dynamiques mais que la différence fondamentale est que la pauvreté est un état ex post alors que la vulnérabilité est un état ex ante, ce qui alourdit encore plus la mesure.

2.1.2. Mesure de la vulnérabilité à la pauvreté

La vulnérabilité ou la probabilité de tomber dans la pauvreté dans le futur est difficile à mesurer. Les variables d'intérêt sont des indicateurs alternatifs de niveaux de vie qui serviront à l'analyse de la vulnérabilité à la pauvreté.

Compte tenu des données disponibles à partir du QUIBB, et pour cerner la nature multidimensionnelle de la vulnérabilité à la pauvreté, une double approche est utilisée dans la présente analyse. Il s'agit en premier lieu de déterminer la vulnérabilité à la pauvreté monétaire suivant la méthode d'estimation présentée dans l'Encadré n°2 ci-après. Et dans une étape, tenir compte de l'identification des sources de vulnérabilité présentées dans le Chapitre 1, à travers l'analyse des déterminants de la pauvreté durable et transitoire présentée dans le Chapitre 3.

Encadré n°2 : Concept et méthode d'estimation de la vulnérabilité à la pauvreté

La prise en compte du concept de la vulnérabilité à la pauvreté, suite au caractère dynamique de la pauvreté passe tout d'abord par la distinction entre la pauvreté chronique et transitoire.

La pauvreté chronique se traduit par une absence ou insuffisance de dotation, qui fait que le ménage ne profite pas des opportunités ou des conditions économiques favorables. Le ménage chroniquement pauvre reste ainsi d'une manière durable dans la pauvreté, par opposition au ménage transitoirement pauvre, qui dispose d'un minimum de dotation.

Les méthodes d'estimation les plus préférables se focalisent sur les données de panel. Il s'agit de l'approche des périodes et celle des composantes. Mais, en absence des données de panel, surtout dans les pays au sud du Sahara, certaines méthodologies permettant d'évaluer les formes de pauvreté et la vulnérabilité, ont été récemment développées à partir des travaux de récents : Chaudhuri (2000), Suryahadi et Sumarto (2001), Chaudhuri et al (2002), Lachaud (2002), Chaudhuri et al (2002), Christiaensen et Subbarao (2005), Sarris et Karfakis (2006).

Il s'agit d'estimer tout d'abord la pauvreté, c'est-à-dire les dépenses par tête (ou par équivalence) indépendamment des chocs, à partir des caractéristiques observables du ménage et ensuite la vulnérabilité, définie comme la pauvreté pour qu'un ménage, compte tenu de ces caractéristiques actuelles, de sombrer dans la pauvreté demain, indépendamment de son statut de pauvreté actuel. Pour cela, la méthodologie consiste à utiliser la méthode des moindres carrés généralisés à 3 étapes. Le point de départ de cette méthodologie est l'expression des déterminants des dépenses par tête (ou par équivalence adulte) d'un ménage.

Par ailleurs, l'estimation de la pauvreté escomptée doit être faite indépendamment des chocs idiosyncratiques comme les chocs covariables et la vulnérabilité doit prendre aussi en compte ces deux types de chocs. Or dans la plupart des études de cas réalisés jusqu'à une date récente, c'est seulement les chocs idiosyncratiques qui se trouvent dans les termes d'erreurs et en plus, la vulnérabilité ne prend en compte que ces derniers chocs (idiosyncratiques).

Et c'est ainsi qu'une méthodologie corrigée a été développée pour la prise en compte des chocs idiosyncratiques et covariables dans l'estimation de la vulnérabilité, par Christiaensen et Subbarao (2005), Sarris et Karfakis (2006). Il s'agit en résumé de modéliser en décomposant les variables explicatives en deux groupes : les variables relevant des chocs idiosyncratiques et celles des chocs covariables.

Il convient de remarquer que les erreurs de mesure contenues dans termes d'erreur peuvent corrélées avec certaines caractéristiques des ménages, le milieu par exemple. Pour cela, il serait judicieux d'estimer séparément, la vulnérabilité pour les milieux ruraux et urbains.

La vulnérabilité est être définie comme la faible capacité de se prémunir contre le risque élevé de connaître l'état de pauvreté. Les résultats des estimations donnés en fonction de la typologie de groupes vulnérables définie dans l'Encadré n°3, sont sensiblement différents en fonction du seuil de vulnérabilité retenu (Tableau n°3). Le seuil de vulnérabilité de 0,50 est lié à la logique du risque⁴, mais ne résiste pas aux différentes observations qui servent de référence à la mesure de la vulnérabilité au Niger rappelée au Chapitre 2.1.1. Les résultats simulés bien que sensiblement différents, militent en faveur du choix d'un seuil de vulnérabilité de 0,20 qui reflète au mieux le diagnostic préalable établi en confrontant les résultats de pauvreté monétaire, de perceptions, des besoins de base non satisfaits et de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, et qui indiquent qu'au moins 8 personnes sur 10 est vulnérables. Il convient aussi de signaler qu'au vu de la qualité des données du QUIBB la précision requise pour une bonne stratification des groupes vulnérables, n'est pas garantie: il se peut par exemple que l'on aboutisse à quelques résultats contradictoires, tels que des pauvres observés mais qui sont à la fois non pauvres estimés et avec une forte probabilité de vulnérabilité, mais il s'agit là d'erreurs de mesure corrigibles à travers un regroupement des groupes vulnérables en cinq catégories qui soient numériquement importants pour un meilleur ciblage des politiques publiques, est le suivant:

- **Les pauvres durables**: ceux dont la consommation observée ou estimée est inférieure au seuil de pauvreté, et ce, quel que soit leur probabilité de pauvreté; Ce groupe comprend aussi, ceux dont la consommation observée est inférieure au seuil de pauvreté avec une probabilité de vulnérabilité supérieure à 0.20
- **Les pauvres transitoires**: ceux dont la consommation observée est inférieure au seuil de pauvreté, et la consommation estimée est supérieure au seuil de pauvreté, avec une probabilité de vulnérabilité inférieure à 0.20;
- **Les non-pauvres vulnérables et précaires**: ceux dont la consommation observée est supérieure au seuil de pauvreté, et la consommation estimée est inférieure au seuil de pauvreté, et ce, quel que soit leur probabilité de vulnérabilité ;
- **Les non-pauvres vulnérables**: ceux dont la consommation observée et estimée est supérieure au seuil de pauvreté, mais que la probabilité de pauvreté reste supérieure à 0,20 ;
- **Les non pauvres et non vulnérables**: ceux dont la consommation observée et estimée est supérieure au seuil de pauvreté, mais que la probabilité de pauvreté reste inférieure à 0,20.

⁴ La probabilité supérieure ou égale à 50 % pour que l'événement se produise

Encadré n°3: Typologie de la vulnérabilité à la pauvreté monétaire					
		Pauvreté observée			
		Pauvres	Non pauvres		
Vulnérabilité	Vulnérables	Pauvres chroniques	Vulnérables à la pauvreté chronique	Consommation estimée ≤ Seuil de pauvreté	Pauvreté estimée
		Pauvres transitoires	Vulnérables à la pauvreté transitoire	Consommation estimée > Seuil de pauvreté	
	Non vulnérables		Non pauvres et Non vulnérables		

Encadré n°4: Variables utilisées dans l'estimation de la vulnérabilité à la pauvreté monétaire

La méthodologie d'estimation de la vulnérabilité à la pauvreté monétaire présentée dans l'Encadré n°2, est appliquée dans la présente analyse, à partir d'une Régression des moindres carrés pondérés (Individus), avec comme variable dépendante, le logarithme de la dépense réelle par tête, et avec la prise en compte des variables explicatives suivantes:

Pour les chocs idiosyncratiques: Taille du ménage, Age du chef de ménage, Sexe du chef de ménage, Niveau d'instruction du chef de ménage, Catégorie socio-professionnelles, Statut dans l'emploi, Taux d'alphabétisation, Transferts et divers revenus, Actifs occupés du ménage, Actifs non occupés du ménage Nombre de champs possédés, UBT possédées il y a 5 ans, Biens durables possédés par le ménage, Maladie chronique ou sévère, Revenu insuffisant, Dommage important parcelle ou Inondation

Pour les chocs covariables: Sécheresse, Perte de produits agricoles, Variation des prix des produits agricoles, Variation des prix des produits manufacturés

Tableau n°3: Simulation d'incidence de la vulnérabilité à la pauvreté monétaire suivant le seuil de vulnérabilité (% individus).

	Incidence de la vulnérabilité	
	Seuil de vulnérabilité de 0,50	Seuil de vulnérabilité de 0,20
Pauvres durables	32,2	42,5
Pauvres transitoires	29,9	19,6
Non pauvres vulnérables et précaires	19,0	19,0
Non pauvres mais vulnérables		6,4
Taux de vulnérabilité	79,1	87,5
Non pauvres et non vulnérables	18,9	12,5
Ensemble	100,0	100,0

2.2. Typologie de vulnérabilité à la pauvreté au Niger

On distingue cinq catégories de pauvreté selon leur degré de vulnérabilité : les pauvres durables, les pauvres transitoires, les non pauvres vulnérables et précaires, les non pauvres vulnérables et les non pauvres et non vulnérables.

Au total, le traitement des données de l'enquête QUIBB a permis d'estimer les personnes vulnérables à 87,5% de la population (85,6 % des ménages). Les non

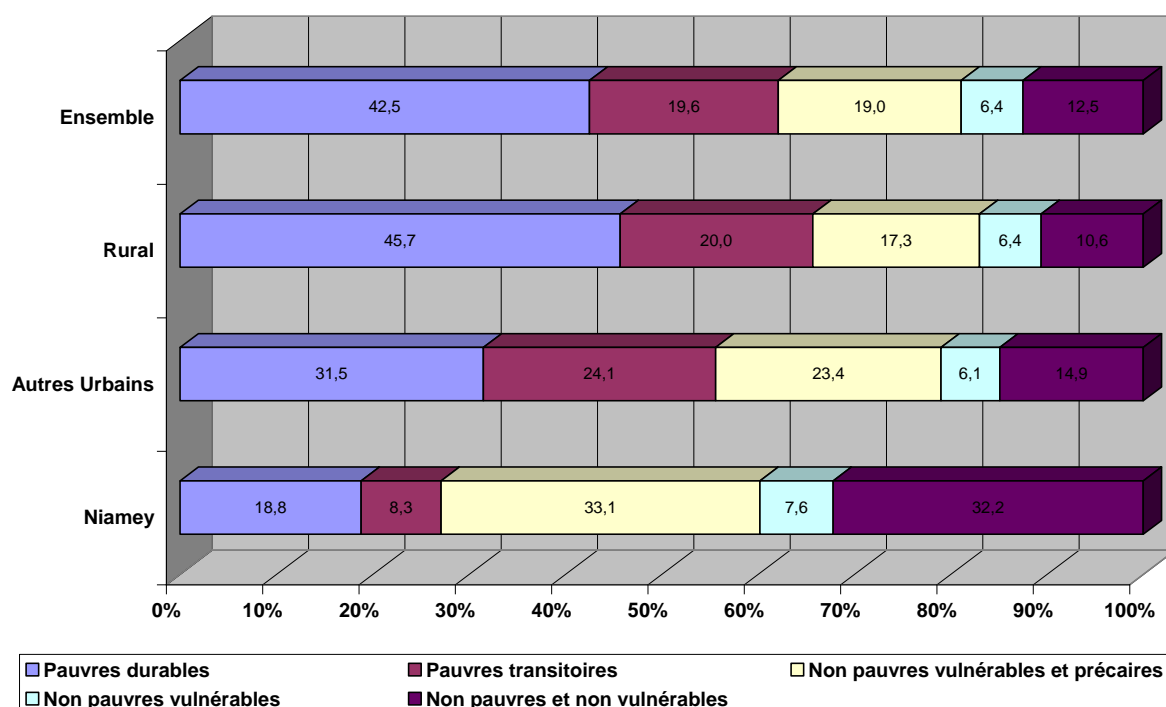
vulnérables ne représentent que 12,5%, uniquement composés d'individus non pauvres et non vulnérables (14,4% des ménages).

Il ressort aussi des traitements des données QUIBB, qu'au niveau national, les pauvres durables représentent 42,5% de la population et les pauvres transitoires 19,6%. La frange la plus importante de la population nigérienne est donc constituée des pauvres durables.

Au niveau des non pauvres, les résultats indiquent qu'il y a 19,0% de non pauvres vulnérables et précaires, 6,4% de non pauvres vulnérables.

Par rapport à la vulnérabilité, tous les pauvres durables sont d'office des personnes vulnérables. Elles le sont parce qu'étant en difficile, elles sont en proie à presque tous les chocs pouvant affecter négativement les conditions de vie. Leur situation peut ainsi se dégrader davantage. Cette catégorie de pauvres est celle qui n'arrive pas à saisir et à profiter des opportunités d'amélioration de leur situation. C'est à elle que des assistances soutenues doivent être apportées, par exemple sous forme de filet de sécurité.

Graphique n°2: Pauvreté et Vulnérabilité à la pauvreté par milieu de résidence (% individus)



Les pauvres transitoires représentent 19,6% des individus. Les gens qui sont en situation de pauvreté transitoire sont aussi vulnérables à un degré moindre par rapport à la catégorie des pauvres durables. Cependant, un choc sévère peut les précipiter vers la pauvreté. Cependant, les pauvres transitoires ont une chance de se sortir de leur situation de précarité et rejoindre la catégorie des non pauvres, si les conditions sont réunies.

Les non pauvres en situation de précarité (19,0%) et les non pauvres vulnérables (6,4%) et les sont aussi en situation délicate dans la mesure où un choc violent peut les rendre pauvres. C'est pourquoi, des mesures devant les perdre de faire face, d'atténuer ou de prévenir ce type de chocs, sont indispensables pour leur éviter une situation de pauvreté. Mieux, on pourrait les rendre non vulnérables si des politiques adéquates sont mises en œuvre.

Les non pauvres non vulnérables (12,5%) sont, en principe, épargnés par les situations de pauvreté. En tout état de cause, des chocs d'ampleurs relativement faibles ne les rendent pas pauvres. Cette frange faible de la population nigérienne qui est dans cette situation enviable doit aussi chercher à consolider ses acquis en étant aptes à saisir toutes les opportunités.

Tableau n°4: Pauvreté et Vulnérabilité à la pauvreté

		Ménages				Individus					
		Niamey	Autres Urbains	Rural	Ensemble	Niamey	Autres Urbains	Rural	Ensemble		
Pauvreté	Incidence (%)	20,4	46,9	56,4	53,0	27,1	55,5	65,7	62,1		
	Pauvres	26 811	96 313	928 275	1 051 399	228 925	705 247	6 903 669	7 837 841		
	Contribution (%)	2,6	9,2	88,3	100,0	2,9	9,0	88,1	100,0		
Vulnérabilité	Incidence (%)	Pauvres durables	14,6	26,4	38,3	35,5	18,8	31,5	45,7	42,5	
		Pauvres transitoires	5,8	20,5	18,1	17,5	8,3	24,1	20,0	19,6	
		Non pauvres vulnérables et précaires	40,4	24,5	20,9	22,5	33,1	23,4	17,3	19,0	
		Non pauvres vulnérables	8,6	8,4	8,3	8,4	7,6	6,1	6,4	6,4	
		Taux de vulnérabilité	69,4	79,8	85,6	83,9	67,8	85,1	89,4	87,5	
		Vulnérables	Pauvres durables	19 189	54 127	630 065	703 381	158 818	399 711	4 803 570	5 362 099
			Pauvres transitoires	7 622	42 186	298 210	348 018	70 107	305 536	2 100 099	2 475 742
	Non pauvres vulnérables et précaires		52 954	50 361	343 871	447 186	280 077	296 702	1 820 446	2 397 225	
	Non pauvres vulnérables		11 252	17 312	137 394	165 958	64 595	77 784	669 937	812 316	
	Ensemble Vulnérables		91 017	163 986	1 409 540	1 664 543	573 597	1 079 733	9 394 052	11 047 382	
	Contribution (%)	Pauvres durables	2,7	7,7	89,6	100,0	3,0	7,5	89,5	100,0	
		Pauvres transitoires	2,2	12,1	85,7	100,0	2,8	12,4	84,8	100,0	
		Non pauvres vulnérables et précaires	11,8	11,3	76,9	100,0	11,7	12,4	75,9	100,0	
		Non pauvres vulnérables	6,8	10,4	82,8	100,0	8,0	9,6	82,4	100,0	
		Ensemble Vulnérables	5,5	9,9	84,7	100,0	5,2	9,8	85,0	100,0	

2.3 Pauvreté et vulnérabilité selon les milieux de résidence

L'incidence de la pauvreté durable est plus forte en milieu rural (45,7 %) mais reste aussi élevé dans les autres milieux urbains (31,5%) et à Niamey (18,8%). Ces pauvres durables résident à plus de 89,5% en milieu rural, contre 7,5% dans les autres milieux urbains et 3,0% à Niamey. Toutefois en terme de contribution, la pauvreté durable est majoritairement rurale et c'est donc dans ce milieu que des filets de sécurité sociale sont nécessaires pour venir en aide aux populations en extrême pauvreté. Des mesures de politiques économiques structurelles sont donc à envisager pour rompre avec les cercles vicieux qui entretiennent la pauvreté durable

Les pauvres transitoires représentent 19,6%. Les gens qui sont en situation de pauvreté transitoire sont aussi vulnérables à un degré moindre par rapport à la catégorie des pauvres durables. Cependant, un choc sévère peut les précipiter vers la pauvreté. Cependant, les pauvres transitoires ont une chance de se sortir de leur situation de précarité et rejoindre la catégorie des non pauvres, si les conditions sont réunies. Les pauvres transitoires résident aussi en grande majorité dans le milieu rural (84,8%) il y a une fraction non négligeable est présente dans les autres milieux urbains (12,4%).

Les non pauvres en situation de précarité (19,0%) et les non pauvres vulnérables (6,4%) et sont aussi en situation délicate dans la mesure où un choc violent peut les rendre pauvres. C'est pourquoi, des mesures devant les perdre de faire face, d'atténuer ou de prévenir ce type de chocs, sont indispensables pour leur éviter une situation de pauvreté. Mieux, on pourrait les rendre non vulnérables si des politiques adéquates sont mises en œuvre. Ces deux groupes de non pauvres vulnérables sont aussi concentrés en milieu rural (75,6%) mais se répartissent dans des proportions appréciables et presque équivalentes à Niamey (10,7%) et dans les autres milieux urbains (11,7 %).

Il faut toutefois observer que les non pauvres vulnérables et précaires sont proportionnellement plus présents à Niamey (33,1%) que dans les autres milieux urbains (23,4%) et le rural (17,3%). Ces proportions importantes de non pauvres vulnérables et précaires à Niamey et dans les autres milieux urbains, s'expliquent par le fait que c'est surtout dans ces milieux que l'on rencontre le plus de travailleurs précaires, les petits métiers et autres travailleurs sans sources de revenus fixes. C'est donc dans ces milieux urbains qu'il faut lutter contre la précarité des emplois et des sources des revenus.

2.4. Pauvreté et vulnérabilité selon le niveau d'éducation du chef de ménage

Les pauvres durables sont des ménages dont l'activité principale de l'employeur est l'agriculture. En effet, l'incidence est de 48,2% et la contribution des agriculteurs à la pauvreté durable est de 70,6%.

L'incidence de pauvreté durable est également élevée chez les individus dont l'activité principale de l'employeur est la construction (47,6%), le secteur des mines

et énergie (44,8%) la production et la transformation (41,3%), le commerce et la vente (38,3%) et les services (35,7%).

Les pauvres transitoires se trouvent au niveau de tous les secteurs d'activité principale de l'employeur des ménages avec des proportions moyennes et les écarts sont relativement faibles entre les secteurs.

Les non pauvres vulnérables et précaires sont relativement plus présents dans le secteur des transports (44,7 %), comparativement aux autres secteurs qui enregistrent des proportions moyennes et les écarts sont relativement faibles entre eux.

Les proportions des ménages non pauvres mais vulnérables sont relativement plus faibles chez ceux dont l'activité principale de l'employeur est dans le secteur agricole, des mines et énergie, de l'administration même si les écarts avec les autres secteurs ne sont pas très élevés.

Les non pauvres et non vulnérables se trouvent surtout dans les secteur de l'éducation et la santé (44,8 %) et l'administration (47,3%).

Tableau n°5: Pauvreté et Vulnérabilité à la pauvreté selon l'activité principale de l'employeur (%)

Principale activités de l'employeur	Pauvres durables	Pauvres transitoires	Non pauvres vulnérables et précaires	Non pauvres vulnérables	Non pauvres et non vulnérables	Ensemble
Agriculture	48,2	20,6	16,6	5,4	9,2	100,0
Mines/carrières	44,8	11,4	20,5	11,9	11,4	100,0
Production/transformation	41,3	9,7	26,4	8,1	14,6	100,0
Construction	47,6	16,4	19,1	7,6	9,3	100,0
Transport	24,7	7,6	44,7	6,7	16,3	100,0
Commerce/vente	38,3	15,6	25,9	8,3	11,8	100,0
Services	35,7	13,9	29,6	7,4	13,6	100,0
Éducation/santé	11,8	10,9	26,5	6,0	44,8	100,0
Administration	14,9	7,5	23,3	7,0	47,3	100,0

Ces résultats sont dus au fait que les rémunérations et des revenus sont faibles dans le secteur agricole. De plus, l'agriculture nigérienne connaît ces dernières années des difficultés liées aux aléas climatiques qui rendent fluctuantes et incertaines les productions, alors que dans l'administration, par exemple, les salaires sont assez sûrs pendant la même période.

2.5. Employeur du travail principal et vulnérabilité à la pauvreté

Les proportions des différentes strates de pauvreté diffèrent aussi selon la typologie d'employeur. En effet, les personnes dont l'employeur principal est l'Etat (administration publique et parapublique) sont en majorité des gens non pauvres et non vulnérables (respectivement 44,2 % et 32,9%). Les employés des sociétés

privées et des particuliers se trouvent être, en grande partie, des pauvres durables (41,7% et 50,8%).

Là aussi, les différences de proportion ne sont pas très élevées quant aux pauvres transitoires et les non pauvres vulnérables et précaires, à l'exception du secteur parapublic qui enregistre 33,1% de non pauvres vulnérables et précaires.

On observe aussi que les non pauvres vulnérables sont dans des proportions relatives comparables quel que soit l'employeur principal.

On peut dire donc qu'au niveau des employés, les non pauvres et non vulnérables sont surtout des fonctionnaires dans leur majorité, les salariés des sociétés sont, en proportion assez élevée, des pauvres durables et les employés des particuliers (en général des gardiens, des domestiques, et autres similaires) eux, sont majoritairement des pauvres durables.

Tableau n°6: Pauvreté et Vulnérabilité à la pauvreté selon l'employeur du travail principal (%)

	Pauvres durables	Pauvres transitoires	Non pauvres vulnérables et précaires	Non pauvres vulnérables	Non pauvres et non vulnérables	Ensemble
Gouvernement	12,0	11,7	24,6	7,5	44,2	100,0
Parapublic	22,4	4,8	33,1	6,8	32,9	100,0
Société privée	41,7	17,9	21,1	7,2	12,1	100,0
Individu ou ménage privé	50,8	18,8	17,7	5,1	7,6	100,0

2.6. Pauvreté et vulnérabilité selon le niveau d'éducation du chef de ménage

La situation de pauvreté et de vulnérabilité à la pauvreté est liée au niveau d'éducation du chef des ménages. Les résultats des traitements des données QUIBB indiquent, en effet, que les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'éducation sont en grande majorité (44,7%) des pauvres durables, ceux ayant un niveau coranique, alphabétisés et niveau primaire sont pauvres durables respectivement à 46,4%, 55,2% et 35,2%.

Dans l'ensemble il n'y a pas de lien évident entre le niveau d'éducation du chef de ménage et le statut de pauvre transitoire, de non pauvre vulnérables et précaires et/ou de non pauvres vulnérables.

A l'inverse, les catégories de ménages dont les chefs ont un niveau d'éducation secondaire, de formation professionnelle et technique, et supérieur sont en majorité des non pauvres vulnérables et des non pauvres non vulnérables. Parmi ces types de ménages, les pauvres durables ne sont qu'en pourcentages faibles (14,0% pour le niveau secondaire) voire négligeables (2,9% et 5,2%).

On donc dire que la pauvreté et la vulnérabilité à la pauvreté sont en partie déterminées par le niveau d'éducation des chefs des ménages, si celui-ci atteint au moins le niveau secondaire. Ceci s'explique par le fait que plus leur niveau

d'éducation est élevé, non seulement les individus perçoivent des salaires relativement importants mais aussi ils sont aptes à saisir les opportunités d'amélioration de leurs conditions de vie.

Tableau n°7: Pauvreté et Vulnérabilité à la pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage (%)

Niveau d'instruction	Pauvres durables	Pauvres transitoires	Non pauvres vulnérables et précaires	Non pauvres vulnérables	Non pauvres et non vulnérables	Ensemble
Aucun	44,7	20,4	18,2	6,6	10,0	100,0
Coranique	46,4	18,8	19,1	6,0	9,7	100,0
Alphabétisé	55,2	8,2	28,2	3,2	5,2	100,0
Primaire	35,2	24,5	20,3	4,9	15,1	100,0
Secondaire	14,0	17,8	23,0	8,4	36,9	100,0
Formation professionnelle et technique	2,9	9,7	18,8	9,7	58,9	100,0
Supérieur	5,2	2,5	20,9	12,3	59,1	100,0
Ensemble	42,5	19,6	19,0	6,4	12,5	100,0

2.7. Statut matrimonial du chef de ménage et vulnérabilité à la pauvreté

Selon l'analyse en terme de statut matrimonial, parmi les personnes célibataires et jamais mariées, les proportions des gens qui sont non pauvres et non vulnérables et de ceux qui sont non pauvres vulnérables et précaires sont les plus élevées (respectivement 35,9% et 34,5%) alors que les autres (polygames, monogames et veufs/divorcés/séparés) prédominent les pauvres durables (respectivement 49,6% ; 39,8% et 32,5%). A noter que c'est surtout au niveau des personnes polygames qu'il y a moins de non pauvres et non vulnérables (9,4%).

On peut donc dire que selon le statut matrimonial, la pauvreté durable concerne d'abord les personnes polygames tandis que les non pauvres sont généralement à leur tête, un chef de ménage célibataire ou jamais marié.

Les pauvres transitoires, les non pauvres vulnérables et précaires se retrouvent au niveau de toutes les catégories de ménages en proportion relativement semblables.

Tableau n°8: Statut matrimonial du chef de ménage et Vulnérabilité à la pauvreté selon le niveau d'instruction du chef de ménage (%)

	Pauvres durables	Pauvres transitoires	Non pauvres vulnérables et précaires	Non pauvres mais vulnérables	Non pauvres et non vulnérables	Ensemble
Célibataire/ jamais marié	13,9	5,6	34,5	10,1	35,9	100,0
Monogame	39,8	20,3	18,8	7,6	13,5	100,0
Polygame	49,6	18,6	18,3	4,1	9,4	100,0
Veuf(ve)/ divorcé(e)/ séparé(e)	32,5	19,2	23,4	7,7	17,2	100,0
Ensemble	42,5	19,6	19,0	6,4	12,5	100,0

CHAPITRE III : DETERMINANTS DE LA PAUVRETE DURABLE ET DE LA PAUVRETE TRANSITOIRE AU NIGER

Les déterminants de la pauvreté durable et transitoire sont recherchés à travers un modèle logistique multinomial par milieu de résidence dont les effets et variables sont sélectionnés à partir d'une chaîne de risques reflétant au mieux l'analyse des sources de vulnérabilité au Niger et tenant compte des données disponibles à partir du QUIBB.

3.1. Présentation des modèles

Les déterminants de la vulnérabilité à la pauvreté sont basés sur un modèle logit multinomial dont les résultats sont présentés en Annexe, où la variable dépendante est à trois modalités à savoir, pauvre durable, pauvre transitoire et non pauvre. C'est cette dernière qui sert de base. L'estimation est faite par milieu de résidence - Niamey, Autres Urbains et Rural-. Les déterminants sont répartis pour chaque milieu de résidence en sept dimensions dont les variables refléteraient au mieux les sources de vulnérabilité telles qu'elles sont analysées au Chapitre 1.

- Facteurs naturels
- Facteurs économiques
- Accès aux ressources productives
- Capital humain
- Cycle de vie
- Capital social
- Risques socio-politiques.

De cette manière spécifique, on trouve dans ces modèles les variables suivantes:

- Le genre du chef de ménage constitue un sujet digne d'intérêt pour l'analyse. Ils peuvent être soit des chefs de ménages homme, soit des chefs de ménages femmes.
- La taille du ménage peut peser très fortement dans les déterminants de la pauvreté.
- Le fait d'avoir eu ou d'avoir des parents pauvres est considéré comme l'une des « causes » de la pauvreté compte tenu d'un certain nombre d'effets sous-jacents comme la non-scolarisation, le fait d'être analphabète ou de n'être jamais allé à l'école, de ne pas posséder de terre ou d'animaux, de ne pas avoir de « relations » (au sens de « capital social ») et celui d'être issu d'une famille pauvre, la première « cause » de la vulnérabilité.
- Les facteurs géographiques (zones de sécheresse ...) et environnementaux (érosion) jouent également un rôle non négligeable selon les divers groupes interrogés. Il y a, en effet, une différence dans la distribution des revenus entre le milieu rural et le milieu urbain. En général, on a une distribution des revenus tirés vers le bas pour le milieu rural. La distribution des revenus en milieu urbain étant plus hétérogène, alors une augmentation du seuil de pauvreté au-delà d'un certain niveau entraîne dans la pauvreté beaucoup plus de ménages en milieu urbain qu'en milieu rural où la grande partie des ménages ont leurs revenus concentrés vers le bas de l'échelle.
- Le sexe du chef de ménage: Dans l'ensemble, on note une pauvreté plus élevée chez les chefs de ménages hommes que les chefs de ménage

femmes. En effet la différence de pauvreté entre les femmes chefs de ménage et les hommes chefs de ménage tient autant à des facteurs culturels liés à la situation de la femme chef de ménage qui peut être soit une veuve, soit une femme mariée soit une femme célibataire.

- Les variables économiques qui englobent: la faible productivité des activités agricoles, le manque d'activités génératrices de revenu ou d'emplois rémunérés, la cherté de la vie et la décapitalisation des ménages ruraux.
- La situation nutritionnelle s'est détériorée de façon continue depuis 1992. En effet, le pourcentage d'enfants souffrant de retard de croissance et d'insuffisance pondérale est passé respectivement de 32% et 36% en 1992 à 40% en 2000. Les résultats des enquêtes EDSN 1998 et MICS 2000 montrent que la malnutrition des enfants de moins de cinq ans reste un problème fondamental au Niger.
- L'accès à l'eau potable et l'assainissement: Les statistiques de la Direction des Inventaires et Gestion des Ouvrages Hydrauliques (DIGOH) en date du 31 Août 2000, indiquent qu'à peine la moitié des Nigériens a accès à l'eau potable. En outre, la couverture nationale a connu une baisse constante ces dernières années.
- L'état de santé de la population nigérienne demeure précaire malgré les efforts déployés dans le secteur. L'analyse des principaux indicateurs de santé, l'état des infrastructures sanitaires, le fonctionnement des services et le comportement des ménages face à leur santé illustrent bien cette situation. Un autre problème récurrent est celui du contrôle de la qualité des eaux dans les zones rurales avec une recrudescence d'épidémies d'origine hydrique.
- Le taux d'alphabétisation accuse une légère hausse même s'il reste l'un des plus faibles au monde. Cette situation est encore plus accentuée pour les femmes vivant en milieu rural.
- La vulnérabilité selon le genre de l'individu: L'analyse des rapports sociaux de genre permet de mettre en valeur et d'expliquer le déséquilibre général que l'on peut constater dans la situation des femmes et des hommes. Cette analyse révèle qu'au Niger, le niveau de pauvreté est fortement dépendant du genre de l'individu.
- Les discriminations diverses dont sont victimes les femmes: Elles sont relevées aussi bien dans les secteurs formels que dans les secteurs informels et se rapportent aux taux d'occupation des femmes par rapport à ceux des hommes, aux écarts entre les deux genres en ce qui concerne les revenus, à la surcharge de travail des femmes, à leur statut juridique inadéquat, à la persistance des pesanteurs socioculturelles qui influencent d'une façon ou d'une autre tous les domaines de la vie économique et sociale des femmes ; elles sont marginalisées dans le partage des moyens et des bénéfices du développement.

L'appréciation de la régression à partir des éléments de qualité des modèles donnés en Annexe, permet d'affirmer que ceux-ci sont assez globalement adéquats pour des données en coupe. Les variables retenues expliquent globalement les situations et les risques de pauvreté durable et transitoire selon que les individus et les ménages présentent certaines caractéristiques individuels ou covariables.

3.2. Chaîne des risques et chocs

La chaîne des risques et chocs permet d'identifier et de présenter dans un même tableau tous risques et chocs, les dimensions des facteurs de risques et chocs, leurs effets, les variables permettant de les caractériser, leurs indicateurs ainsi que leurs modalités. La détermination de la chaîne des risques a permis de mettre en exergue un certain nombre d'indicateurs susceptibles d'éclairer le degré d'exposition des populations aux différents risques et chocs.

3.2.1. Facteurs naturels et vulnérabilité à la pauvreté

- *Impact de la sécheresse*

Les effets de la sécheresse sont ressentis par une forte proportion de la population nigérienne. L'enquête révèle, en effet, que 46,9% de la population ont subi les conséquences de la sécheresse en ce sens qu'elle a entraîné une faiblesse de la productivité agricole et une diminution de la superficie des champs. Cependant, seuls 17,7% de la population soumise à l'enquête QUIBB déclarent connaître une perte de récolte.

- *Impact de dommage important parcelle ou Inondation*

Tout comme la perte des récoltes, les dommages importants sur les parcelles, les habitations et les effets de l'inondation ne constituent plus des problèmes majeurs au Niger car ceux qui déclarent en être victimes ne représentent que 3,4%.

3.2.2. Facteurs économiques et vulnérabilité à la pauvreté

Les facteurs économiques tels que la variation des prix des produits agricoles et la variation des prix des produits manufacturés, à cause de la baisse des pouvoirs d'achat des ménages contribuent à limiter les possibilités de consommation plus élevées des membres des ménages et expliquent la pauvreté, mais ils peuvent cependant avoir des effets opposés selon le milieu urbain ou rural.

C'est également le cas des aspects socioprofessionnels tels que le fait d'être un travailleur à son compte dans l'agriculture, le nombre de champ possédé, la superficie des champs possédés il y a 1 an, la superficie des champs utilisés et non possédés il y a 1 an, les UBT possédées maintenant, l'homme le chef de ménage sans terre expliquent la faiblesse de consommation des individus à l'intérieur des ménages.

A contrario, le fait d'être une femme chef de ménage sans terre, la maladie chronique ou sévère, la perte de produits agricoles, le fait d'être un travailleur à son compte dans le commerce/vente, le fait d'être dans la catégorie d'autres travailleurs à leur compte, le fait d'être un salarié ou un employeur, le fait d'être dans d'autres catégories socioprofessionnelles, les transferts et divers revenus, les actifs occupés du ménage, les actifs non occupés du ménage, les champs possédés plus petits qu'il y a 10 ans, les champs possédés plus grands qu'il y a 10 ans, les UBT possédées il y a 5 ans, les biens durables possédés par le ménage, le prêt d'argent ou de biens

auprès des particuliers/entreprises, non remboursés par des membres du ménage, le montant thésaurisé par des membres du ménage, le prêt d'argent ou de biens auprès d'une institution financière, non remboursés par des membres du ménage.

Par contre, les facteurs économiques ont des impacts plus importants sur le bien-être des ménages à Niamey. En effet, les diminutions des revenus ou d'activités, la faillite, le fait d'être un travailleur à son propre compte ou d'être salarié sont des effets qui sont directement en liaison avec la pauvreté durable. En fait, selon l'estimation du modèle, ces variables sont sources de pauvreté durable à Niamey. Les variables qui contribuent à réduire la pauvreté durable à Niamey sont notamment la variation des prix des produits agricoles et même manufacturés, le nombre d'actifs occupés dans le ménage, le fait d'être un travailleur à son compte dans le secteur du commerce et des ventes ainsi que le fait qu'un chef de famille ait au moins un niveau d'éducation primaire.

- ***Variation des prix des produits agricoles et manufacturés***

9,2% des enquêtés se disent être affectés par la variation des prix des produits agricoles et 76,5% par celle des prix des produits manufacturés. Ce qui veut dire que les variations des prix en général, et la hausse des prix des produits alimentaires en particulier, sont durement ressenties par les populations. Elles réduisent considérablement le pouvoir d'achat des consommateurs et, compte tenu de l'insuffisance des revenus, ces variations sont sources de dégradation des conditions de vie des ménages. Mais vu sous l'angle du producteur dans l'agriculture, la variation à la baisse des prix des produits peut engendrer une baisse du niveau de vie.

- ***Travailleur à son compte dans l'agriculture et le commerce/vente***

56,3% des personnes soumises à l'enquête sont des travailleurs indépendants et parmi eux, seuls 13,5% sont des commerçants, vendeurs ou revendeurs.

- ***Autres Travailleurs à leur compte***

Les autres travailleurs indépendants représentent la grande majorité, soit 81% de la population.

- ***Migration***

Stratégie de recherche d'autres milieux plus cléments et de diversification des sources des revenus, la migration semble, pourtant ne pas être l'apanage des nigériens selon les données de l'enquête QUIBB. On remarque, en effet que ceux qui recourent à la migration ne représentent que 3,5% des enquêtés. Ce pourcentage peut avoir été tiré vers le bas par le fait que l'enquête a eu lieu à un moment où ceux migrent habituellement sont déjà partis.

Il en ressort que les effets des facteurs purement naturels ont peu d'influence sur la pauvreté des ménages. Seule la baisse de revenus induit une insuffisance des dépenses de consommations de manière et maintient les ménages dans une situation de pauvreté durable et transitoire.

3.2.3. Faible accès aux ressources productives et vulnérabilité à la pauvreté

- Revenu insuffisant

L'insuffisance des revenus est la caractéristique fondamentale de la pauvreté monétaire. Elle touche 76,9% de la population et c'est ce qui explique le bas niveau de vie et la grande proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté.

- Variation à la baisse du cheptel

48,1% des personnes sont affectées la baisse du cheptel au Niger notamment à la suite des sécheresses et de la désertification. Donc il découle une faible productivité de l'élevage et une diminution du nombre de têtes de bétail suite à la sécheresse. Si on sait qu'une proportion importante de la population nigérienne tire ses revenus de l'élevage, on comprend aisément les impacts négatifs sur leurs conditions de vie.

- Revenus d'activités par tête inférieurs au seuil de pauvreté

Selon les données de l'enquête QUIBB, les revenus d'activités de l'écrasante partie de la population sont inférieurs au seuil de pauvreté. 90% des enquêtés estiment, en effet, que leurs revenus d'activités sont inférieurs au seuil de pauvreté ; ce qui explique la grande ampleur de la pauvreté au Niger suivante sa profondeur et son incidence.

- Accès à une infrastructure économique et sociale

L'enquête montre que l'écrasante partie de la population (91,7%) a accès aux services de transport à moins de 30 minutes, tandis que ceux qui déclarent avoir accès à une source d'eau potable à moins de 30 minutes représentent 95,7% de la population et 93,8% des personnes disent avoir accès, à moins de 30 minutes à route praticable. On peut donc dire la population a un accès facile aux services sociaux de base.

L'accès au marché alimentaire est également à la portée des populations à moins de 30 minutes puisque 91,1% des enquêtés répondent dans ce sens.

Les ménages ayant accès à une case ou un centre de santé communautaire (CSC) représentent une proportion assez élevée de 87,5%. Ce qui veut que le problème d'accès, en terme de distance à parcourir pour joindre les infrastructures et services publics de base, ne se pose pas au Niger. Le tout est de savoir ce qu'il en ait de l'accès, du point de vue des conditions.

- Prêt d'argent ou de biens auprès des particuliers/entreprises non remboursés par des membres du ménage

On remarque qu'une bonne partie (23,4%) des membres des ménages ayant contracté un prêt d'argent ou de biens auprès des particuliers ou des entreprises éprouvent des difficultés de remboursement.

Prêt d'argent ou de biens auprès d'une institution financière, non remboursés par des membres du ménage

Ils représentent 27,6%, ceux qui n'arrivent pas à honorer leurs engagements de remboursement de dette auprès des institutions financières. Ceci s'explique, sans doute, par la non obtention des revenus escomptés par ces personnes à partir de leurs activités.

3.2.4. Capital humain et vulnérabilité à la pauvreté

En ce qui concerne les facteurs liés au capital humain, ce sont le taux d'alphabétisation et la fréquentation scolaire qui déterminent la baisse de la pauvreté durable. Les autres facteurs comme l'insatisfaction par rapport à l'école et aux services de santé, le nonaccès à l'eau potable et à l'assainissement sont sources de pauvreté durables à Niamey.

- Chef de ménage à niveau d'éducation primaire

Les chefs de ménages nigériens ont, en général, un niveau d'éducation très faible. En effet, 92,3% d'entre eux reconnaissent n'avoir pas le niveau primaire; seuls 7,7% des chefs de ménage ont ce niveau.

- Femme chef de ménage ou 1ère épouse du chef de ménage alphabétisé ou niveau coranique

Seuls 7,6% des femmes chefs de ménages ou première épouse des chefs de ménage sont alphabétisés ou ayant un niveau coranique. Ce qui démontre de la faiblesse remarquable du niveau d'éducation des personnes d'âge avancé au Niger.

- Accès à l'école primaire à moins de 30 minutes

97% des personnes interrogées reconnaissent, tout de même qu'elles ont accès, à moins de 30 minutes, à l'école primaire.

3.2.5. Cycle de vie

Pour le cycle de vie, plus le nombre total de personnes dans le ménage est élevé, plus le risque que le ménage soit dans une situation de pauvre durable est grand.

Comme on pouvait s'y attendre, le fait que la taille du ménage soit grande, le pourcentage d'enfants de moins de cinq ans soit élevé ainsi que celui d'enfants de 6-14 ans et l'élévation du taux de dépendance d'inactifs (dépendance des individus non-membres du ménage nucléaire) expliquent la prédisposition des ménages à connaître une situation de pauvreté.

3.2.6. Capital social et vulnérabilité à la pauvreté

Les variables sociales comme le nombre total de personnes dans le ménage, l'âge du chef de ménage, la femme chef de ménage, le chef de ménage avec un niveau primaire, le chef de ménage avec un niveau secondaire sont négativement liées aux dépenses totales par tête. Ceci signifie que ces aspects sociaux limitent la possibilité d'une consommation plus élevée pour chaque membre du ménage et, par

conséquent, expliquent la faiblesse du niveau de vie et la pauvreté des familles présentant ces caractéristiques.

- ***Membre d'une coopérative/comité/ et associations de développement***

Une forte proportion des enquêtés (38,7%) se déclarent membres d'une coopérative, d'un comité ou d'une association de développement.

- ***Assistanat et Aide ou Emprunt informel des amis ou relations***

L'assistanat, l'aide et l'emprunt informel auprès des amis sont des signes de solidarité entre les parents, amis en cas de chocs sévères pouvant entraîner la misère. De nos jours ils viennent tout aussi bien de l'Etat et de la communauté internationale que des institutions et associations nationales et internationales. Dans l'enquête QUIBB, 9% des personnes reconnaissent avoir bénéficié de l'assistanat tandis qu'elles sont 18,7% à faire recours à l'aide ou emprunt informel auprès des amis.

3.3.7. Risques socio-politiques et vulnérabilité à la pauvreté

- ***Sentiment d'injustice***

Les personnes ayant un sentiment d'injustice représente 17,1% de la population de la population soumise à l'enquête. Cette proportion, loin d'être négligeable, indique un certain malaise social, une source de mécontentement préjudiciable à la cohésion nationale.

- ***Faible prise en compte de l'avis de la population***

De plus, 18,3% des personnes enquêtées estiment que leurs avis ne sont pris en compte que faiblement (c'est pire maintenant).

- ***Participation aux décisions de la localité***

Paradoxalement, 91,4% des individus reconnaissent participer aux décisions prises au niveau de leurs localités.

- ***Membre d'un parti politique***

Le Niger, est sans doute, l'un des pays où les populations sont les plus « politisées ». En effet, 61,3% de personnes soumises à l'enquête affirment être membre d'un parti politique. C'est une situation quelque peu insoutenable dans la mesure où, les membres d'un parti et pire, d'une coalition de partis politiques sont souvent enclins à passer sous silence les erreurs de gouvernance (la « mal gouvernance ») de leurs leaders une fois arrivés au pouvoir.

3.3. Vulnérabilité à la pauvreté et milieu de résidence

3.3.1. Milieu rural et vulnérabilité

Déterminants de la pauvreté durable en milieu rural

Dans les autres milieux urbains tout comme en milieu rural, le phénomène de la sécheresse rend le milieu de résidence hostile et contribue fortement à entretenir la

pauvreté durable et à engendrer une pauvreté transitoire. En effet, elle est source de faible productivité agricole et de l'élevage dont la variation à la baisse du cheptel explique aussi la pauvreté durable.

Au niveau des variables économiques qui expliquent et qui entraînent la pauvreté durable sont notamment les diminutions de revenus ou d'activités, la variation des prix des produits manufacturés, la perte d'emploi, le sous-emploi ou inactivité, la faillite d'entreprise ou déclin de l'économie et le déclin du pouvoir d'achat. En milieu rural, la variation à la hausse des prix des produits manufacturés contribue à accroître le risque de pauvreté durable ainsi que le fait d'être un travailleur à son compte dans le commerce/vente.

Le départ d'actifs du milieu rural contribue à l'augmentation du risque de pauvreté durable.

Les autres variables qui déterminent la situation de pauvreté durable sont notamment le nonaccès à l'eau potable et à l'assainissement, l'insuffisance pondérale, la grande taille du ménage, le pourcentage d'inactifs, les emplois précaires.

Déterminants de la pauvreté transitoire en milieu rural

Les résultats de la régression du modèle logit multinomial montrent que les principaux déterminants qui contribuent à accroître la pauvreté transitoire en milieu rural sont entre autres: la sécheresse, les diminutions de revenus ou d'activités, le nombre de champs possédés, le nombre d'actifs non occupés du ménage.

L'amélioration de l'accès à l'électricité est susceptible de réduire la pauvreté transitoire en milieu rural.

Les autres principales variables entraînant une hausse de la pauvreté transitoire en milieu rural, sont: la grande taille du ménage le taux de dépendance des autres membres du ménage et la faible prise en compte des avis de la population.

3.3.2. Autres milieux urbains et vulnérabilité à la pauvreté

Au regard des résultats des différents modèles, les principaux facteurs de vulnérabilité à la pauvreté dans les centres urbains autres que Niamey, sont :

- Variation à la baisse du cheptel;
- Diminution des revenus d'activités;
- Faillite d'entreprise ou déclin de l'économie, pour les pauvres transitoires;
- Actifs non occupés du ménage, pour les pauvres transitoires;
- Le fait d'être travailleur à son compte dans l'agriculture, qui présente un risque de pauvreté durable;
- Taille du ménage;
- Sous-emploi des jeunes de 18-35 ans, pour les pauvres transitoires;
- Faible prise en compte des avis de la population, pour les pauvres durables.

3.3.3. Vivre à Niamey et vulnérabilité à la pauvreté

A Niamey, les principaux facteurs de vulnérabilité à la pauvreté sont notamment :

- Diminution des revenus d'activités;
- Baisse du pouvoir d'achat, pour les pauvres transitoires;
- Le fait d'être salarié ou employeur, qui présente un risque de pauvreté transitoire;
- Accès à l'électricité; pour les pauvres transitoires;
- Niveau d'instruction de la femme du chef de ménage;
- Taille du ménage.

CHAPITRE IV : IDENTIFICATION DES GROUPES VULNERABLES AU NIGER

4.1. Les vulnérables à la pauvreté durable

Au niveau du monde rural les pauvres durables sont des personnes qui présentent, en général les caractéristiques suivantes:

- un milieu de résidence hostile, c'est-à-dire que ces personnes subissent les effets de la sécheresse;
- au niveau agricole, la productivité est faible ;

Les superficies des champs qu'ils possèdent s'amenuisent suite à la sécheresse, à l'érosion ;

- des éleveurs dont la productivité est faible et subissent la baisse de leur cheptel
- ce sont des personnes qui sont victimes des maladies généralement chroniques ou sévères ;
- une baisse de revenus qui rendent ceux-ci insuffisants face aux dépenses pour le minimum vital ;
- ce sont des personnes qui connaissent des pertes de la production, des pertes de produits agricoles ;
- leurs revenus d'activités connaissent des diminutions à tel point qu'ils deviennent inférieurs au seuil de pauvreté ;
- ce sont des personnes qui connaissent des chutes suite à la faillite d'entreprise ou au déclin de l'économie nationale ;

Les pauvres durables sont aussi des gens dont le pouvoir d'achat baissent sans cesse suite aux variations des prix des produits agricoles et des produits manufacturés, des pertes d'emploi, un sous-emploi ou une inactivité (actifs non occupés du ménage).

Les pauvres durables se trouvent aussi dans des ménages où le chef a juste le niveau d'instruction coranique ou alphabétisé, un niveau primaire.

Ce sont des ménages qui connaissent des départs d'actifs (migration).

Les pauvres durables sont également des gens victimes d'une inégalité d'accès aux ressources économiques:

- faible accès à la terre ;
- des hommes et des femmes chefs de ménages sans terre ou dont la superficie des champs s'amenuisent;
- insuffisance du capital cheptel insuffisant;
- insuffisance d'accès aux infrastructures socio-économiques (non-accès, à moins de 30 minutes, aux services de transport public, à une source d'eau potable, au marché alimentaire, à une route praticable en toute saison).

Ils subissent un endettement insupportable (emprunt d'argent ou de biens auprès des particuliers/entreprises, auprès d'une institution financière, non remboursés par des membres du ménage).

De ce fait, les pauvres durables font un désinvestissement (vente des biens durables possédés et d'équipement possédés du ménage).

Ce sont des individus dont l'accès à l'électricité se dégrade.

Cette catégorie comprend également des femmes qui sont victimes des inégalités de genre, de l'analphabétisme.

Les ménages pauvres durables se caractérisent par:

- un taux d'alphabétisation est faible;
- un pourcentage élevé de jeunes 7-24 ans sans instruction ou non alphabétisés;
- un faible taux d'achèvement secondaire et même primaire par les jeunes de 7 – 24 ans;
- de faible niveau de dépense annuelle d'éducation par tête ;
- une faible satisfaction par rapport à l'école.

Ce sont des familles dont les membres sont victimes de maladies et de handicaps physiques. Le degré de satisfaction par rapport à la consultation d'un service de santé est faible ainsi que leur accès à la case ou CSC à moins de 30 minutes. Les conditions sanitaires ne font que se dégrader.

Les toits et les murs des maisons des pauvres durables sont généralement en matériaux non durables. Ils connaissent un nonaccès à l'eau potable et à l'assainissement.

Leurs besoins alimentaires ne sont pas satisfaits, ce qui cause chez les enfants une insuffisance pondérale.

Il s'agit, en général, des ménages de grande taille qui supportent de charges des adultes des non actifs (taux élevé de dépendance d'inactifs, c'est-à-dire une dépendance des individus non membres du ménage nucléaire). Ce genre de ménages connaît le phénomène de travail des enfants (un taux élevé d'occupation des enfants de 5-14 ans).

Au niveau du capital social, il y a des transferts revenus, de l'assistanat, de l'entraide, des emprunts informels des amis ou relations, une certaine appartenance à des associations communautaires, le fait d'être membre d'une coopérative/comité/ et associations de développement.

Le chômage des jeunes est élevé (fort taux de chômeurs des 18-35 ans), des emplois précaires, un sous-emploi des 18-35 ans.

Ils ont un sentiment d'injustice, leurs avis sont faiblement ou pas du tout pris en compte au cours des décisions de la localité. Beaucoup sont membres de parti politique, mais ils s'estiment victimes de la mauvaise gouvernance nationale ou locale.

4.2. Les vulnérables à la pauvreté transitoire

En milieu rural, les caractéristiques des pauvres transitoires diffèrent très peu de celles des pauvres durables. Il s'agit principalement:

- des travailleurs à leur compte dans le commerce ou non, c'est-à-dire; des commerçants, des détaillants et autres revendeurs dont la situation est susceptible de se dégrader à la suite d'un choc touchant leur secteur d'activité. Ces chocs peuvent être des incendies, des maladies sévères, des accidents graves, etc.
- des salariés et des employeurs sensibles à une inflation (aux variations à la hausse des prix des produits agricoles et manufacturés) qui érode leur pouvoir d'achat;
- des personnes à faible capital humain qui sont donc incapables de s'adapter à un environ économique compétitif et de plus en plus difficile;
- des hommes et des femmes chefs de ménages sans terre et qui sont obligés de la louer et des individus propriétaires de terre mais qui sont fragiles aux chocs de type inondation, invasion acridienne, etc.;
- des personnes endettées auprès d'une institution financière et des particuliers et sans grande possibilité d'honorer ses engagements ;
- des ménages dont les conditions sanitaires se sont dégradées, vivant dans des maisons au toit non durable ;
- des chefs de ménages ayant en charges des personnes dépendantes, sans travail rémunéré;
- des travailleurs précaires et ceux qui sont en sous-emploi ;
- ceux qui ont perdu leur production ou leurs produits agricoles ou susceptibles de les perdre compte tenu des risques élevés d'aléas défavorables ;
- ceux qui ont perdu leur emploi, qui sont en sous-emploi ou qui sont inactifs ou courent un risque élevé de l'être ;
- des éleveurs au capital cheptel insuffisant ;
- des personnes sans grand capital social ;
- des personnes subissant ou ayant un sentiment d'injustice, de mal gouvernance, etc.

4.3. Les non pauvres vulnérables et précaires et les non vulnérables

La catégorie des non pauvres et précaires présentent des similitudes par rapport à celle des non pauvres. Elle comprend des personnes et des ménages qui sont au-dessus du seuil de pauvreté, mais qui ne sont pas complètement à l'abri de la dégradation de leur situation à la suite d'un choc plus ou moins violents. Ces deux catégories sont composées de :

- personnes faisant face aux diminutions constantes des superficies des champs;
- agriculteurs et éleveurs dont la productivité est en baisse régulière à tel point qu'une catastrophe (incendies, inondation, épidémies animales, invasion acridienne) les précipite en dessous de la ligne de pauvreté ;
- Travailleurs à leur compte dans pratiquement tous les domaines, des artistes dont l'essor des activités est cyclique ou conjoncturel ;
- des travailleurs indépendants aux conditions sanitaires précaires ;

- des personnes sans capital humain et social suffisant pour faire face aux différents chocs ;
- des personnes victimes ou susceptibles d'être victimes d'injustice au travail ou dans les affaires ;
- des travailleurs indépendants sans diversification d'activités.

CHAPITRE V : PROPOSITIONS POUR UNE REDUCTION DE LA VULNERABILITE à la PAUVRETE AU NIGER

5.1. La vulnérabilité à la pauvreté et l'urgence d'y faire face

La vulnérabilité à la pauvreté est liée à la faible capacité des individus et des ménages à se prémunir contre les risques plus ou moins élevés d'ordre naturel, économique, humain ou socio-politique.

Les ménages pauvres sont les plus vulnérables de la société, car ils sont les plus exposés à toutes sortes de risques. La faiblesse de leurs revenus les empêche d'épargner ou d'accumuler des actifs, les laissant désarmés lorsqu'une crise survient. Il est plus facile de gérer les risques lorsque les revenus augmentent. Mais, quelle que soit la conjoncture, les pauvres sont moins vulnérables s'ils disposent de mécanismes qui leur permettent de limiter ou d'atténuer les risques, ou d'y faire face.

Pour les populations rurales pauvres, la diversification des cultures et des sources de revenu par des activités non agricoles est un bon moyen de faire face aux risques de fluctuation des prix alimentaires et de mauvaise récolte. Réduire la consommation lorsque le prix des denrées alimentaires augmente peut avoir des effets préjudiciables sérieux et durables sur la santé, en particulier pour les enfants.

Le revenu des pauvres subit souvent des fluctuations importantes. Les pauvres sont d'autant plus sensibles à ces fluctuations qu'ils ont moins d'actifs et des sources de revenu moins diversifiées que les autres catégories sociales.

Pour les pauvres, surmonter l'ensemble des risques auxquels ils sont exposés est souvent une question de vie ou de mort. Les stratégies de gestion des risques adoptées par les ménages et les communautés sont aussi bien formelles qu'informelles. Les stratégies informelles reposent sur des arrangements entre individus ou ménages, ou font appel à des groupes tels que les communautés ou les villages. Les systèmes formels comprennent des activités fondées sur les mécanismes du marché et sur les mécanismes fournis par l'État. Les stratégies formelles et informelles ne sont pas indépendantes les unes des autres: les politiques et les mécanismes mis en place par la puissance publique déterminent dans une large mesure l'importance et le type des arrangements informels utilisés.

Lorsque les possibilités réelles de diversification sont limitées, les paysans pauvres se spécialisent dans des activités à faible risque et à faible rendement, qui ne leur permettent guère d'échapper à leur condition.

Beaucoup des paysans agriculteurs pauvres consacrent une proportion plus importante des terres aux cultures du mil, de sorgho souvent au faible rendement. Ces paysans pauvres sont d'autant plus désavantagés que les chocs sur les récoltes sont généralement covariants sur des étendues relativement vastes. Cela restreint l'efficacité des stratégies fondées sur la solidarité et sur les réseaux d'entraide, car un choc donné frappe simultanément tous les membres du groupe ou la plupart d'entre eux.

Les mesures de réduction des risques visent à limiter la probabilité d'un choc ou d'une fluctuation préjudiciable. Les particuliers ou les ménages peuvent prendre eux-mêmes certaines initiatives (par exemple creuser un puits ou se faire vacciner). Mais, dans la plupart des cas, pour limiter réellement diversification (en acquérant des actifs dont les rendements ne sont pas totalement corrélés) et par l'assurance. Ainsi, les ménages agricoles peuvent planter des cultures différentes sur des parcelles différentes, combiner revenus agricoles et non agricoles ou, dans le cas des ménages urbains, associer revenus salariaux et revenus procurés par une entreprise familiale.

Par ailleurs, un choc macroéconomique fait souvent varier la valeur des actifs dans le même sens que le revenu. Elle est donc au plus bas au moment même où le ménage doit liquider. Une sécheresse qui détruit une récolte peut aussi affaiblir et tuer les bovins qui, dans de nombreux pays défavorisés, servent de stock régulateur aux paysans. Les termes de l'échange des actifs par rapport aux biens de consommation peuvent aussi se dégrader à la suite d'un choc, dans la mesure où tout le monde essaie de vendre des actifs pour acheter des denrées de base au même moment.

Pour remédier à la précarité des ménages, les pouvoirs publics doivent aider les pauvres à mieux gérer les risques par des mesures tendant à limiter et atténuer les risques et à amortir les chocs. L'objectif est de traiter les problèmes immédiats liés aux chocs et à l'incapacité des pauvres à y faire face. Mais l'action de l'État doit contribuer aussi à réunir les conditions nécessaires pour que les pauvres puissent investir, de manière à échapper à leur condition.

Il faut une bonne approche de la gestion des risques avec des dispositifs de protection correspondant aux types de risques existant dans le pays et qui complètent les mécanismes qui existent déjà.

Les axes stratégiques d'interventions en matières de politique de réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité découlent des analyses précédentes. Ils consistent en la prévention et l'atténuation des risques et chocs ainsi que des mesures réactives aux chocs aussi bien au niveau micro que méso et macro.

Les axes stratégiques d'interventions en matière de politique de réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité découlent des analyses précédentes. Ils consistent en la prévention et l'atténuation des risques et chocs ainsi que des mesures réactives aux chocs aussi bien au niveau micro que méso et macro.

Pour prévenir les chocs, il importe d'en connaître l'origine, mais cela n'est pas toujours facile. Beaucoup d'événements exogènes peuvent avoir des effets négatifs sur le revenu des ménages. Un choc macroéconomique ou une guerre civile sont autant d'événements qui peuvent provoquer une grave baisse de revenu et se solder par l'épuisement des actifs du ménage. Mais les institutions d'un pays ont une grande influence sur la façon dont les chocs se répercutent sur les ménages. Toutes les sécheresses n'entraînent pas dans leur sillage la famine, la maladie et la mort. Les conséquences d'une catastrophe dépendent du fonctionnement de l'appareil de

l'État, de la situation qui règne dans le pays (paix ou troubles civils), de l'étendue de la couverture sociale.

Les stratégies de remède visent à limiter les effets d'un choc une fois qu'il s'est produit. Les individus vont, par exemple, puiser dans leurs économies ou vendre des biens, emprunter et faire jouer les réseaux de soutien. De leur côté, les pouvoirs publics activent le dispositif de protection sociale : transferts ou programmes de travaux d'utilité collective. Si ces mesures se révèlent insuffisantes, les ménages devront se résoudre à réduire leur consommation ou à augmenter l'offre de main-d'œuvre. Trop souvent, ces mesures prises dans l'urgence apportent aux ménages un avantage immédiat moyennant un coût à long terme élevé.

La formation du capital humain de qualité passe nécessairement par une éducation qui doit être également de bonne qualité. Dans le sens, il convient de miser sur l'amélioration de l'éducation et de la santé. En effet, l'éducation, par l'acquisition et le développement des facultés cognitives, permet aux enfants scolarisés de pouvoir faire face de manière efficace aux difficultés de la vie et d'exploiter toutes les opportunités d'amélioration des revenus et des conditions de vie. La santé, en plus d'être une condition *sine qua none* d'exercice convenable de toute activité physique et même intellectuelle de l'homme.

Au niveau de l'éducation Il faut, dans une période relativement courte relever les taux brut de scolarisation primaire, le taux d'alphabétisation des adultes ainsi que le taux d'achèvement du primaire.

Au niveau de la santé, il faut accroître la couverture en certains services de base et la fréquentation des services de santé et l'accès aux médicaments.

Il faut viser :

- l'amélioration de l'offre de qualité des services de santé, des soins de santé des plus pauvres, en particulier, pour réduire leur morbidité et leur mortalité ;
- le développement d'une politique équitable d'accès aux services et soins essentiels ;
- la création d'un environnement sanitaire adéquat et la promotion de l'information sanitaire ;
- la déconcentration accrue des services de santé en vue d'une meilleure implication et une responsabilisation effective des communautés à la gestion des actions de santé.

Les infrastructures socio-économiques sont celles qui concernent l'eau et l'assainissement, les routes, l'urbanisme. Au niveau de l'eau et de l'assainissement, il faut assurer la maîtrise des eaux notamment en augmentant le taux de mobilisation des eaux de surface et en relevant le taux de couverture en hydraulique rurale, le taux de couverture en assainissement des centres ruraux et urbains ainsi le taux de couverture en eau potable et la qualité de déserte en milieu urbain.

Au niveau du développement routier, les actions devront consister à assurer le désenclavement interne et externe du pays de manière à mieux rentabiliser l'écoulement de la production agricole et minière. Ces actions permettront également l'acheminement, à moindre frais, des tous les biens d'importation et le développement des échanges intérieurs. Il faut donc procéder à intensification de la

construction des routes rurales et la réalisation des axes principaux servant de dorsales.

Au niveau des centres urbains, les grandes villes et les villes moyennes, la mise en place d'infrastructures et d'équipements adéquats conditionnent l'amélioration du cadre et des conditions de vie des ménages. Il faut envisager une simplification et une facilitation des conditions d'acquisition d'habitat par les populations pour, en même temps, alléger les fardeaux que constituent pour les ménages, les loyers mensuels des maisons.

Au Niger, l'un des plus à indice de développement humain les plus faibles, les secteurs sociaux devront faire partie des principales priorités de l'Etat. En effet, la faiblesse des indicateurs dans ces secteurs explique, en grande partie, la place peu enviable qu'occupe le pays dans le concert des nations du point de vue de l'indice du Développement Humain. De ce fait et pour améliorer les performances des secteurs sociaux, est-il nécessaire de garantir l'accès des populations les plus démunies aux soins de santé, à l'éducation et à l'eau potable.

La bonne gouvernance se caractérise par « la participation, la transparence et la responsabilité, l'efficacité et l'équité ». Elle assure la primauté du droit. La bonne gouvernance veille à ce que les politiques sociales et économiques soient fondées sur un large consensus au niveau de la société civile et à ce que la voix des plus démunis et des plus vulnérables puissent se faire entendre dans le cadre de prise des décisions relatives à l'allocation des ressources nécessaires au développement». En somme, la Bonne gouvernance repose sur les composantes essentielles que sont : la participation, la primauté du droit, la transparence, la capacité d'ajustement, la recherche du consensus, l'équité, la réforme de l'appareil judiciaire. La bonne gouvernance consiste aussi réaliser :

- la promotion et la défense des droits de l'homme et des libertés ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de formation civique et politique et la promotion de la culture démocratique ;
- l'accroissement de la capacité des communautés et des organisations de manière à participer à la prise des décisions les concernant.

5.2. Recommandations

Pour lutter contre la pauvreté et le risque de connaître une situation de pauvreté, il faut entreprendre ou intensifier un certain nombre de mesures d'ordre préventif, réactif et d'atténuation :

- ♦ Au niveau de la prévention, il faut :
 - ✓ rendre les milieux de résidence (rural) moins hostile par :
 - La poursuite et l'intensification de la lutte contre la sécheresse et la désertification grâce aux stratégies de récupération des terres dégradées ;
 - Intensifier l'alerte précoce de manière à prévenir plus efficacement la survenue des invasions acridiennes, les inondations, les feux de brousse, l'insuffisance de la pluviométrie, etc. ;
 - ✓ Mettre en place un processus d'amélioration de la productivité de l'élevage et de l'agriculture par :

- la mise en place et la vulgarisation des techniques agricoles plus efficaces, des semences adaptées et à haut rendement, la vulgarisation de l'utilisation des engrais et des pesticides, etc. ;
 - la mise en œuvre de politique permettant aux agriculteurs professionnels d'avoir des terres ;
 - favoriser la reconstitution des cheptels des éleveurs ;
 - mettre en œuvre des stratégies d'amélioration de la productivité de l'élevage ;
 - ✓ prévenir les épidémies et autres risques sanitaires pouvant affecter les personnes et les animaux ;
 - ✓ lutter contre la survenue de toutes les formes de maladies chroniques ou sévères ;
 - ✓ prévenir les inflations et mettre en place un mécanisme pouvant les contenir ;
 - ✓ accroître les informations sur les quantités et les prix des biens sur les différents marchés et au niveau des différentes régions du pays ;
 - ✓ sensibiliser les acteurs économiques et les travailleurs indépendants sur les mécanismes des marchés, le fonctionnement de la mondialisation, la gestion des risques ;
 - ✓ vulgariser la couverture contre les différents risques par les assurances la diversification des portefeuilles, la diversification des sources de revenus, etc.
 - ✓ assainir l'environnement des affaires par la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, la justice économique et sociale, etc.
 - ✓ bannir l'injustice, la corruption, la mauvaise gouvernance nationale ou locale ;
 - ✓ mettre le pays sur la voie d'une prospérité économique ;
- ♦ Au niveau de la réaction, il faut :
- ✓ élever le taux d'alphabétisation des adultes et d'éducation ;
 - ✓ développer et encourager le capital social ;
 - ✓ lutter contre le chômage (notamment des jeunes de 18-35 ans, les emplois précaires, le sous-emploi) ;
 - ✓ appliquer strictement lois et règlements relatifs aux discriminations, aux injustices, aux destructions de la flore, etc.
- ♦ Au niveau de l'atténuation, il faut :
- ✓ Améliorer l'accès des populations aux ressources économiques (notamment l'accès à la terre et aux crédits) ;
 - ✓ Améliorer l'accès et les conditions d'accès des populations aux infrastructures économiques et sociales (services de santé, éducation, services de transport public, source d'eau potable, marché alimentaire, route praticable en toute saison) ;
 - ✓ Lutter contre les inégalités sous toutes leurs formes (genre, spatiale, ethniques, etc.) ;
 - ✓ Améliorer la capacité des populations à acquérir leur propre maison et à construire en matériaux durables ;

BIBLIOGRAPHIE

1. Enquête sur la conjoncture et la vulnérabilité alimentaire des ménages, INS/SAP/SIMA, mai 2006
2. La vulnérabilité et la mesure de la pauvreté dans la politique publique, Jean-Yves Duclos ; Décembre 2002
3. Les sources de vulnérabilité : exposé et ligne de conduite pour l'évaluation des risques et les réponses au risque, préparé pour la série de documents de discussion de la Protection Sociale, Réseau du développement humain, Banque mondiale
4. Mesure et analyse de la pauvreté, Aline Coudouel, Jesko S. Hentschel et Quentin T. Wodon
5. Pauvreté et vulnérabilité au Burkina Faso, OUATTARA Marcel, 2003
6. Pauvreté et vulnérabilité et l'action publique, Revue des concepts ; Azédine Ouerghi Kaladhi Subbarao
7. Profil de pauvreté au Niger (provisoire), INS, juillet 2006.
8. Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB_2005) : Rapport sur les indicateurs sociaux, INS
9. Statistique pour la politique sociale ; Munich, Allemagne, 22.08. – 06.12.2002
10. Vulnérabilité et Résilience, Analyse des entrées et sorties de la pauvreté: Le cas des Observatoires Ruraux de Madagascar, Claire Gondard-Delcroix, CED, Université Montesquieu Bordeaux IV.
11. Modélisation des déterminants de la pauvreté durable et transitoire, et capital social aux Comores; Jean-Pierre LACHAUD, CED, Université Montesquieu Bordeaux IV.

ANNEXE: Modèle de recherche de déterminants de la pauvreté durable et transitoire:

Coefficients de régression de l'estimation logistique multinomiale des déterminants de la pauvreté durable et transitoire des ménages selon le milieu de résidence

		Niamey						47 Autres Urbains						Rural					
		Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires		
Effets	Variables	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)
	Constante	-3,524	0,103		-10,662	0,003		-7,581	0,001		-2,532	0,301		-4,886	0,000		-5,639	0,000	
Facteurs naturels																			
Milieu de résidence hostile	Sécheresse	--	--	--	--	--	--	-0,490	0,124	0,613	1,704	0,000	5,496	-0,278	0,005	0,757	1,713	0,000	5,546
Faible productivité agricole	Superficie des champs possédés il ya 1 an	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,003	0,990	1,003	-0,176	0,489	0,839
	Superficie des champs utilisés et non possédés il ya 1 an	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,506	0,025	1,659	0,414	0,173	1,513
Faible productivité de l'élevage	Variation à la baisse du cheptel	--	--	--	--	--	--	0,458	0,090	1,581	0,661	0,041	1,937	0,262	0,003	1,300	0,034	0,766	1,035
Maladies	Maladie chronique ou sévère	--	--	--	--	--	--	-0,585	0,157	0,557	0,718	0,189	2,050	0,210	0,135	1,234	-0,251	0,154	0,778
Baisse de revenus	Revenu insuffisant	-0,827	0,024	0,437	-1,259	0,066	0,284	-0,569	0,094	0,566	0,047	0,899	1,048	-0,347	0,002	0,707	-0,280	0,052	0,756
Perte de la production	Perte de produits agricoles	--	--	--	--	--	--	0,084	0,887	1,088	-0,919	0,149	0,399	-0,175	0,164	0,839	-0,458	0,005	0,633
Facteurs économiques																			
Diminution de revenus ou d'activités	Revenus d'activités par tête inférieurs au seuil de pauvreté	0,951	0,062	2,588	2,366	0,080	10,655	1,485	0,000	4,415	2,371	0,000	10,708	1,644	0,000	5,176	1,277	0,000	3,586
Faillite	Faillite d'entreprise ou déclin de l'économie	0,223	0,498	1,250	0,619	0,225	1,857	0,486	0,116	1,626	0,843	0,027	2,323	0,305	0,012	1,357	-0,259	0,088	0,772
Baisse du pouvoir d'achat	Variation des prix des produits agricoles	--	--	--	--	--	--	-0,184	0,725	0,832	-0,377	0,512	0,686	-0,774	0,000	0,461	-0,521	0,011	0,594
	Variation des prix des produits manufacturés	-1,159	0,005	0,314	1,023	0,083	2,782	-0,242	0,514	0,785	0,480	0,226	1,616	0,888	0,000	2,430	0,011	0,944	1,011
Perte d'emploi, sous-emploi ou inactivité	Actifs occupés du ménage	-0,180	0,595	0,835	0,085	0,858	1,089	-0,122	0,702	0,885	0,306	0,425	1,358	0,275	0,006	1,317	-0,534	0,000	0,586
	Actifs non occupés du ménage	-0,400	0,182	0,670	0,598	0,147	1,818	-0,104	0,722	0,901	0,918	0,010	2,504	0,355	0,000	1,426	-0,575	0,000	0,563

		Niamey						48 Autres Urbains						Rural					
		Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires		
Effets	Variables	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)
	Travailleur à son compte dans l'agriculture	--	--	--	--	--	--	0,660	0,097	1,935	-0,975	0,036	0,377	-0,290	0,041	0,748	-0,853	0,000	0,426
	Travailleur à son compte dans le commerce/vente	-0,265	0,526	0,767	0,448	0,483	1,565	-0,247	0,496	0,781	0,590	0,244	1,804	0,332	0,068	1,394	-0,594	0,026	0,552
	Autres Travailleurs à leur compte	-0,134	0,791	0,875	0,627	0,344	1,872	-0,264	0,542	0,768	-0,201	0,721	0,818	-0,465	0,020	0,628	1,464	0,000	4,323
	Salarié ou Employeur	0,065	0,894	1,067	3,037	0,001	20,843	0,636	0,221	1,889	-1,644	0,009	0,193	0,409	0,304	1,505	0,401	0,303	1,493
	Autres catégories socio-professionnelles	-1,327	0,084	0,265	1,198	0,380	3,313	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
	CM niveau Coranique/Alp habété	-0,312	0,461	0,732	0,273	0,676	1,314	0,117	0,759	1,124	0,063	0,888	1,065	-0,820	0,000	0,440	0,865	0,000	2,375
	CM niveau Primaire	-0,440	0,287	0,644	-0,425	0,546	0,654	0,303	0,455	1,354	-0,408	0,352	0,665	-0,492	0,010	0,611	-0,109	0,623	0,897
	CM niveau Secondaire	--	--	--	--	--	--	0,261	0,633	1,298	-0,083	0,917	0,920	0,175	0,674	1,191	0,363	0,309	1,438
Départ d'actifs	Migration	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,689	0,006	1,992	-0,105	0,693	0,900
Accès aux ressources productives																			
Faible accès à la terre	Nombre de champ possédé	0,095	0,263	1,100	-0,213	0,341	0,808	-0,281	0,055	0,755	0,309	0,000	1,362	-0,152	0,000	0,859	0,258	0,000	1,294
	Homme CM sans terre	--	--	--	--	--	--	0,457	0,244	1,579	1,441	0,001	4,225	0,300	0,134	1,350	0,020	0,939	1,020
	Femme CM sans terre	--	--	--	--	--	--	0,080	0,896	1,083	0,541	0,444	1,718	-1,205	0,024	0,300	0,086	0,901	1,090
	Champs possédés plus petits qu'il y a 10 ans	--	--	--	--	--	--	0,004	0,994	1,004	0,284	0,625	1,328	-0,176	0,255	0,839	-0,255	0,171	0,775
Capital cheptel insuffisant	UBT possédées maintenant	--	--	--	--	--	--	-0,043	0,284	0,958	-0,164	0,104	0,849	-0,092	0,000	0,912	-0,048	0,006	0,953
Insuffisance d'accès aux infrastructures socio-économiques	Accès à un service de transport public à moins de 30 minutes	--	--	--	--	--	--	-0,265	0,578	0,767	-0,990	0,140	0,372	0,053	0,782	1,054	0,204	0,396	1,226
	Accès à une source d'eau potable à moins de 30 minutes	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,370	0,097	1,448	-0,379	0,194	0,685

		Niamey						49 Autres Urbains						Rural					
		Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires		
Effets	Variables	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)

	Accès au marché alimentaire à moins de 30 minutes	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-0,112	0,543	0,894	0,177	0,450	1,194
	Accès à une route praticable en toute saison à moins de 30 minutes	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,109	0,568	1,115	-0,146	0,552	0,864
Endettement insupportable	Montant thésaurisé par des membres du ménage	--	--	--	--	--	--	0,000	0,317	1,000	0,000	0,823	1,000	0,000	0,925	1,000	0,000	0,980	1,000
	Prêt d'argent ou de biens auprès des particuliers/entrepris, non remboursés par des membres du ménage	0,155	0,731	1,168	0,539	0,456	1,714	-0,123	0,729	0,884	-0,054	0,893	0,947	0,403	0,000	1,496	0,063	0,666	1,065
	Prêt d'argent ou de biens auprès d'une institution financière, non remboursés par des membres du ménage	--	--	--	--	--	--	0,134	0,695	1,143	-0,803	0,040	0,448	-0,176	0,093	0,839	-0,218	0,106	0,804
Désinvestissement	Biens durables possédés par le ménage	--	--	--	--	--	--	-0,308	0,000	0,735	-0,709	0,000	0,492	0,154	0,000	1,166	-1,083	0,000	0,339
	Vente d'équipement ou de biens du ménage	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,115	0,678	1,122	0,509	0,231	1,664
Dégradation de l'accès à l'électricité	Amélioration de l'accès à l'électricité	0,370	0,282	1,448	0,980	0,055	2,664	-0,021	0,943	0,979	0,039	0,912	1,040	-0,213	0,197	0,808	-0,400	0,044	0,670
Inégalités de genre	Femme CM	-0,331	0,536	0,718	-0,915	0,135	0,401	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

		Niamey						50 Autres Urbains						Rural					
		Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires		
Effets	Variables	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)

Capital humain																			
Analphabétisme	Taux d'alphabétisation	-0,003	0,589	0,997	0,003	0,719	1,003	0,007	0,220	1,007	-0,013	0,051	0,987	-0,022	0,000	0,978	0,032	0,000	1,033
Faible niveau d'éducation	% Jeunes 7-24 ans sans instruction	0,020	0,032	1,020	0,020	0,098	1,020	-0,001	0,883	0,999	-0,004	0,477	0,996	0,003	0,081	1,003	0,003	0,204	1,003
	% Jeunes 7-24 ans alphabétisé/école coranique	-0,010	0,610	0,990	0,005	0,936	1,005	-0,016	0,435	0,984	0,029	0,518	1,029	0,002	0,953	1,002	0,011	0,740	1,011
	% Jeunes 7-24 ans d'un niveau primaire	-0,014	0,483	0,986	0,020	0,767	1,020	-0,007	0,708	0,993	0,031	0,493	1,031	0,009	0,830	1,009	0,020	0,536	1,020
	% Jeunes 7-24 ans d'un niveau secondaire	-0,002	0,916	0,998	0,024	0,719	1,024	-0,009	0,660	0,991	0,035	0,443	1,036	0,007	0,857	1,007	0,021	0,519	1,021
	Dépense annuelle d'éducation par tête	0,000	0,114	1,000	0,000	0,070	1,000	0,000	0,006	1,000	-0,001	0,001	0,999	0,000	0,000	1,000	-0,001	0,000	0,999
	% Satisfaits par rapport à l'école	0,005	0,221	1,005	0,004	0,499	1,004	0,007	0,021	1,007	0,009	0,015	1,009	0,000	0,739	1,000	0,000	0,742	1,000
	Femme CM ou 1ère épouse du CM avec un niveau d'instruction	0,389	0,293	1,476	0,971	0,099	2,641	-0,256	0,500	0,774	-0,711	0,104	0,491	0,261	0,108	1,298	0,341	0,083	1,406
	Accès à l'école primaire à moins de 30 minutes	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0,195	0,448	1,215	0,846	0,003
Maladies/Handicaps	Nombre d'actifs ayant manqué le travail pour cause de maladie ou blessure	-0,318	0,268	0,728	-0,265	0,468	0,767	0,271	0,231	1,311	0,232	0,427	1,261	0,060	0,374	1,062	0,179	0,032	1,196
	% Satisfaits par rapport à la consultation d'un service de santé	0,008	0,092	1,008	0,016	0,017	1,016	0,000	0,901	1,000	0,003	0,414	1,003	0,002	0,134	1,002	0,001	0,638	1,001
	Dépense annuelle de santé par tête	0,000	0,001	1,000	0,000	0,006	1,000	0,000	0,000	1,000	0,000	0,001	1,000	0,000	0,000	1,000	0,000	0,000	1,000
	Accès à la case ou CSC	0,550	0,140	1,733	0,358	0,524	1,430	-0,638	0,164	0,528	-0,291	0,581	0,748	-0,064	0,676	0,938	-0,168	0,402	0,845

		Niamey						51 Autres Urbains						Rural					
		Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires		
Effets	Variables	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)
	à moins de 30 minutes																		
Conditions sanitaires dégradées	Matériau du toit non durable	-0,890	0,031	0,411	-0,764	0,219	0,466	-0,945	0,020	0,389	-0,188	0,678	0,829	-0,434	0,216	0,648	0,056	0,900	1,058
	Matériau des murs non durable	-0,521	0,196	0,594	0,136	0,807	1,146	0,339	0,496	1,404	0,499	0,393	1,647	0,345	0,267	1,412	-0,139	0,742	0,870
	Non accès à l'eau potable	0,176	0,664	1,192	-0,131	0,838	0,877	0,712	0,042	2,038	0,745	0,078	2,106	-0,352	0,063	0,703	-0,099	0,700	0,906
	Non accès à l'assainissement	-0,353	0,364	0,703	-1,053	0,097	0,349	0,001	0,997	1,001	0,140	0,677	1,150	-0,103	0,654	0,902	-0,440	0,208	0,644
Besoins alimentaires non satisfaits	Insuffisance pondérale	-0,241	0,321	0,786	0,788	0,030	2,199	0,033	0,874	1,034	0,114	0,630	1,121	0,230	0,001	1,259	-0,039	0,641	0,962
	Besoins alimentaires non satisfaits	-1,077	0,018	0,341	-2,809	0,000	0,060	0,173	0,761	1,189	0,227	0,733	1,255	-0,368	0,020	0,692	-0,702	0,000	0,496
Cycle de vie																			
Grande taille du ménage	Nombre total de personnes dans le ménage	1,317	0,000	3,732	0,414	0,359	1,513	0,577	0,062	1,781	-0,300	0,442	0,741	0,069	0,479	1,071	0,627	0,000	1,872
	Taille du ménage au carré	-0,032	0,000	0,969	-0,022	0,023	0,978	-0,022	0,005	0,978	-0,006	0,504	0,994	-0,010	0,000	0,990	-0,008	0,006	0,992
	% d'enfants de moins de 5 ans	-0,009	0,675	0,991	0,010	0,749	1,010	0,047	0,017	1,048	0,041	0,054	1,042	0,023	0,000	1,023	0,027	0,001	1,027
	% d'enfants de 6-14 ans	0,016	0,499	1,016	0,006	0,839	1,006	0,061	0,004	1,063	0,017	0,460	1,017	0,017	0,009	1,017	0,032	0,000	1,033
	Individus de 15 ans et plus	-0,161	0,614	0,851	-0,312	0,450	0,732	0,581	0,041	1,788	-0,052	0,867	0,949	0,192	0,045	1,212	0,318	0,011	1,374
Charges des adultes actifs du ménage	Taux de dépendance d'inactifs	0,000	0,709	1,000	0,001	0,387	1,001	-0,002	0,129	0,998	-0,002	0,164	0,998	-0,001	0,089	0,999	0,000	0,824	1,000
Dépendance des individus non membres du ménage nucléaire	Taux de dépendance des autres membres de la famille élargie	-0,021	0,031	0,979	0,001	0,901	1,001	0,005	0,540	1,005	0,004	0,658	1,004	-0,002	0,527	0,998	0,000	1,000	1,000
	Taux de dépendance des autres membres du ménage	-0,016	0,501	0,984	-0,022	0,445	0,978	-0,009	0,655	0,991	0,008	0,754	1,008	0,022	0,012	1,022	0,025	0,015	1,025
Travail des enfants	Taux d'occupation des enfants de 5-14 ans	-0,007	0,425	0,993	-0,026	0,134	0,974	0,006	0,304	1,006	0,010	0,168	1,010	0,005	0,009	1,005	-0,006	0,025	0,994

		Niamey						52 Autres Urbains						Rural					
		Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires			Pauvres durables			Pauvres transitoires		
Effets	Variables	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)	B	Signif.	EXP(B)

Capital social																			
Transfert s reçus	% des transferts par rapports aux revenus	0,008	0,419	1,008	-0,007	0,579	0,993	-0,011	0,185	0,989	0,004	0,646	1,004	-0,006	0,038	0,994	-0,004	0,307	0,996
Assistana t	Assistanat	-1,281	0,100	0,278	-1,688	0,059	0,185	-1,421	0,038	0,241	-1,756	0,017	0,173	0,079	0,622	1,082	-0,314	0,133	0,731
Entre-aide	Aide ou Emprunt informel des amis ou relations	0,002	0,997	1,002	0,848	0,191	2,335	-0,262	0,664	0,770	-0,207	0,771	0,813	0,050	0,785	1,051	0,165	0,458	1,179
Apparten ance à des associati ons commun autaires	Membre d'une coopérative/co mité/ et associations de développemen t	0,330	0,330	1,391	-0,610	0,223	0,543	0,062	0,827	1,064	-0,069	0,839	0,933	0,244	0,010	1,276	0,267	0,030	1,306
Risques socio-politiques																			
Faible niveau d'instructi on des jeunes	% des jeunes de 7-24 ans	0,022	0,295	1,022	-0,013	0,849	0,987	0,001	0,945	1,001	-0,038	0,407	0,963	0,001	0,980	1,001	-0,011	0,727	0,989
Chômage des jeunes	Chômeurs des 18-35 ans	-0,183	0,417	0,833	-0,016	0,956	0,984	0,174	0,488	1,190	0,071	0,812	1,074	-0,057	0,548	0,945	0,066	0,571	1,068
Emplois précaires	Sous-emploi des 18-35 ans	0,327	0,251	1,387	0,174	0,677	1,190	0,047	0,858	1,048	0,591	0,070	1,806	0,144	0,095	1,155	0,078	0,492	1,081
Sentimen t d'injustic e	Sentiment d'injustice	-0,204	0,583	0,815	-0,690	0,259	0,502	0,216	0,557	1,241	-0,367	0,378	0,693	0,063	0,593	1,065	0,070	0,651	1,073
Faible prise en compte des avis de la populatio n	Faible prise en compte de l'avis de la population	-0,266	0,404	0,766	-0,248	0,588	0,780	0,669	0,043	1,952	0,489	0,202	1,631	0,103	0,397	1,108	0,571	0,001	1,770
	Participation aux décisions de la localité	--	--	--	--	--	--	0,155	0,668	1,168	0,360	0,420	1,433	0,339	0,065	1,404	0,255	0,301	1,290
Mauvaise gouverna nce nationale ou locale	Membre d'un parti politique	-0,020	0,955	0,980	-0,527	0,285	0,590	0,144	0,597	1,155	0,202	0,525	1,224	0,326	0,001	1,385	0,155	0,207	1,168
	Mauvaise gouvernance locale/national e	0,009	0,984	1,009	-0,045	0,949	0,956	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Source: ME/F/INS/QUIBB_2005, et estimations de la mission.

Annexe 1.bis. Quelques éléments de la qualité des modèles logistiques multinomiaux

Pseudo R-deux			
	Niamey	Autres Urbains	Rural
Cox et Snell	,428	,600	,503
Nagelkerke	,612	,700	,575
McFadden	,464	,471	,336

Classification Niamey				
Niveau Observé	Niveau Prédit			
	Non pauvres	Pauvres durables	Pauvres transitoires	Pourcentage correct
Non pauvres	702	18	8	96,4%
Pauvres durables	49	59	5	52,2%
Pauvres transitoires	23	9	23	41,8%
Pourcentage global	86,4%	9,6%	4,0%	87,5%
Classification Autres urbains				
Niveau Observé	Niveau Prédit			
	Non pauvres	Pauvres durables	Pauvres transitoires	Pourcentage correct
Non pauvres	410	43	24	86,0%
Pauvres durables	43	146	20	69,9%
Pauvres transitoires	27	20	100	68,0%
Pourcentage global	57,6%	25,1%	17,3%	78,8%
Classification Rural				
Niveau Observé	Niveau Prédit			
	Non pauvres	Pauvres durables	Pauvres transitoires	Pourcentage correct
Non pauvres	1211	389	151	69,2%
Pauvres durables	325	1125	65	74,3%
Pauvres transitoires	176	138	409	56,6%
Pourcentage global	42,9%	41,4%	15,7%	68,8%